

DES PRIX STABLES À LA VEILLE DU RAMADHAN

Les mesures du gouvernement effectives

Plus qu'un pas nous sépare du mois sacré de ramadhan, et celui-ci se présente sous de bons auspices. Alors que l'Algérien lambda appréhendait ce mois, les mesures prises par les pouvoirs publics portent leurs fruits, et sur les marchés, les prix ont baissé de manières significatives pour la plupart des produits. Conséquences directes de ces baisses, les marchés sont envahis de consommateurs, ce qui ajoute à la frénésie des achats. Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a révélé l'ouverture de 477 marchés de quartier avec la participation de 8.402 commerçants économiques. P 3



PRODUCTION DU CIMENT
VERT EN ALGÉRIE

Holcim Djazaïr affiche ses ambitions

Le groupe Holcim Djazaïr compte investir 400 millions de dollars pour la production du ciment vert avec zéro CO2 à horizon 2030. L'annonce a été faite mercredi soir par le CEO de HolcimDjazaïr, Nicolas George, lors d'une rencontre avec les médias. Un investissement qui témoigne sur la volonté du groupe de poursuivre ses investissements en Algérie, en contribuant à un développement durable.

P 2

LE MINISTRE DES FINANCES
L'A SOULIGNÉ :

Le développement du paiement électronique, une priorité



Le gouvernement poursuit ses efforts pour le développement et la généralisation de paiement électronique. Une réunion consultative a été tenue, jeudi dernier à Alger, sous la supervision du ministre des Finances, M. Laziz Faïd, accompagné du ministre des Postes et Télécommunications, M. Karim Bibi Triki, et du gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Salah Eddine Taleb.

P 5

ANALYSE

Le GECF présente en avant première à Alger la 8^e édition de son «Global Gas Outlook Report 2023»

La présente analyse est largement inspirée et basée sur la présentation du « Global Gas Outlook 2050 » (provisoire) par le GECF le 29 Février 2024 à Alger, dont la publication est prévue vers le 12 Mars 2024. Les chiffres ci-dessous « attribués au GECF » correspondent à une analyse issue de l'interprétation des différentes planches affichées au cours de cette présentation, et n'engagent que l'auteur de la présente analyse.

P 7

SALON INTERNATIONAL DE LA SANTÉ
(SIMEM) DU 17 AU 20 AVRIL PROCHAIN

**Plus de 200
exposants attendus
à Oran** P2

RENFORCEMENT
DE LA PLACE DE LA FEMME

**Les efforts du président
de la République salués** P4

AGRICULTURE

**Des mesures incitatives
importantes pour
relancer la filière
oléagineuse** P5

ASSAINISSEMENT DES DETTES
FISCALES

Le rappel de la
Direction générale
des impôts

Les personnes physiques et morales ayant des dettes fiscales datant de plus de quatre ans sont dispensées du paiement des pénalités de recouvrement, dans le cas d'un paiement du montant du principal des dettes au plus tard le 31 décembre 2024, rappelle la Direction générale des impôts. Cette mesure intervient en application de l'article 15 de la Loi de Finances Rectificative pour l'année 2023, est-il mentionné dans le communiqué de la direction générale des impôts. La même source précise qu'il « est entendu dans ce cadre par dettes fiscales de plus de quatre ans, celles dont la date de mise en recouvrement est intervenue avant le 01 janvier 2020 ». Il s'agit, notamment, des dettes constituées des « impôts et taxes issus de la fiscalité ordinaire, fiscalité minière et écologique, y compris les déclarations G50 non suivies de paiement » et des « taxes parafiscales et les créances étrangères à l'impôt » ainsi que des « amendes judiciaires ». A cet effet, la Direction générale des impôts exhorte les « personnes souhaitant bénéficier de cette mesure à se rapprocher de la recette des impôts à laquelle elles sont rattachées » afin « d'introduire une demande suivant le modèle téléchargeable sur le lien : demande de dispense du paiement des pénalités de recouvrement », ou en rédigeant « une demande manuscrite ». En outre, « pour toutes demandes d'éclaircissements et/ou d'informations complémentaires concernant ce dispositif, il y'a lieu de se rapprocher des services des recettes des impôts concernées et/ou nous contacter à travers l'adresse de messagerie électronique : contact_dgi@mf.gov.dz », conclut le communiqué de la Direction générale des impôts.

PRODUCTION DU CIMENT VERT EN ALGÉRIE

Holcim Djazaïr affiche
ses ambitions

Le groupe Holcim Djazaïr compte investir 400 millions de dollars pour la production du ciment vert avec zéro CO2 à horizon 2030. L'annonce a été faite mercredi soir par le CEO de HolcimDjazaïr, Nicolas George, lors d'une rencontre avec les médias.

Par Zahir R

Un investissement qui témoigne sur la volonté du groupe de poursuivre ses investissements en Algérie, en contribuant à un développement durable. Nicolas a, en outre, assuré que la taxe carbone applicable par les pays de l'UE dès 2026 « n'aura aucun impact sur les prix du ciment en Algérie ». C'est le client européen qui sera impacté, dira-t-il, en affirmant qu'il est prêt à payer les investissements qui seront réalisés ici en Algérie pour la réduction des émissions du gaz à effet serre. Même, ajoute-t-il, si « nous n'arrivons pas à réduire les émissions du CO2 au niveau de nos usines en Algérie, ceci n'impactera pas nos exportations. L'Europe est un petit marché pour nous. Nos exportons beaucoup vers les marchés de l'Amérique latine et de l'Afrique ». Et d'ajouter : « Pour rester compétitifs sur le marché européen après 2026, il est donc nécessaire d'accélérer au plus tôt notre transition vers une économie décarbonée. Cela implique de réduire nos émissions de CO2 dans la fabrication et le transport des produits exportés, afin de répondre aux exigences de la taxation car-

bone progressive de l'Europe ». Le groupe va se lancer, par ailleurs, révèle-t-il, dans la production de nouveaux produits qui ne sont pas disponibles sur le marché et réduire ainsi les importations et renforcer la production locale. Le groupe ambitionne d'exporter plus de 4 millions de tonnes de ses produits au cours de cette année, la raison pour laquelle un programme d'investissement sera intensifié. Dans ce cadre, précise le groupe, 18 millions de dollars sont déjà investis. Le CEO de Holcim Djazaïr a annoncé également un investissement de 30 millions de dollars en 2024 pour la production et l'exportation plus de produits finis possibles. 50 millions de dollars autres seront également investis entre 2025 et 2026 pour le renforcement de la chaîne logistique. S'inscrivant dans la durabilité, Holcim qui compte en Algérie plus de 4300 collaborateurs engagés, avec environ 2 milliards d'euros de capitaux employés et une part de marché de 35% pour le ciment mise sur les solutions de solutions de construction innovantes et durables. Le cap est mis dans ce cadre sur la décarbonation des installations en utilisant de plus en plus d'énergies renouvelables

dans le processus industriel ainsi que dans le transport de matières et de marchandises. Une station d'électricité solaire d'une capacité de 560 MW sera mise en marche le mois prochain à Bord-Bou Arreridj et qui va alimenter une unité de production des sacs de ciment. HolcimDjazaïr est la seule usine en Algérie, indique Karima Farehan, directrice de Geo-cycle, qui détient cette technologie solaire. Le groupe, poursuit-elle, compte d'autres produits et solutions verts pour atténuer les rejets en CO2. « Nous sommes déjà dans la production du ciment vert que nous avons baptisé 'Chameléoplanète' permettant la réduction des déchets de CO2 à 40%. Actuellement, la plus importante de nos solutions est la géo-cycle », fait-elle savoir. Cette dernière contribue à la valorisation et à la préservation de nos ressources naturelles, et ce, par le recyclage des résidus, comme la boue de pétrole et les déchets des produits métallurgiques, pour la production de ciment. « Grâce à cette solution, nous allons pouvoir exploiter les résidus à la place des produits naturels, nous permettant ainsi de préserver nos ressources tout en réduisant les rejets de CO2 », conclut-elle.

SALON INTERNATIONAL DE LA SANTÉ (SIMEM) DU 17 AU 20 AVRIL PROCHAIN

Plus de 200 exposants attendus à Oran

Par Sirine R

Le SIMEM, Salon International de la Santé, ouvrira ses portes du 17 au 20 avril prochain au Centre de Conventions d'Oran. L'édition de cette année verra la participation de plus de 200 exposants, dont 25 entreprises étrangères, présentant les équipements, produits et services de plus de 500 firmes d'une quarantaine de pays (Algérie 35%, Europe 33%, Asie 27%, Amériques 04%, M.E.N.A. 01%), indique Yasmine Brahimi, assistante de communication de SIMEM. En effet, cet événement représente une véritable scène d'expertises, d'innovations et de cultures médicales, offrant une plateforme exceptionnelle pour l'exploration des dernières avancées technologiques, l'échange, le partage

de connaissances, et la promotion de collaborations internationales dans le domaine de la santé. Placé sous le thème "La Santé à l'ère de la technologie", le SIMEM crée un espace où les professionnels de la santé, les chercheurs, les décideurs et les entreprises peuvent se rencontrer, échanger des idées et explorer des solutions novatrices pour relever les défis actuels de la santé en Algérie et dans les pays de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Sahélienne. Le SIMEM se distingue également par son engagement envers la promotion de la coopération internationale, favorisant les partenariats stratégiques et les échanges de savoir-faire, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles collaborations transfrontalières pour améliorer et moderniser les systèmes de santé

dans la région. Le SIMEM offre une plateforme qui permet aux exposants de présenter leurs produits, services et technologies de pointe. Des démonstrations en direct, des sessions de manipulation de produits et des présentations exclusives offrent aux visiteurs une occasion sans pareille de découvrir les dernières innovations et de nouer des partenariats stratégiques avec les acteurs clés de l'industrie médicale. Au cœur de cette 26^e édition, Les Journées Scientifiques du SIMEM (J.S.S 2024) comptent une série de 74 conférences, 22 ateliers de formation co-organisés avec des organismes de renom tels que l'EHU et l'Université d'Oran, les sociétés savantes SAMI (Médecine Interne), ANGOLE (Gynécologues-Obstétriciens Libéraux), SABSP (Biologistes de santé publique)

et CCVO (Chirurgie Cardio Vasculaire), offrant ainsi l'opportunité de s'informer et de se former aux nouvelles technologies, précise la même source. Le TALK & SHOW du SIMEM, un espace dédié à l'information et à l'inspiration, accueille plusieurs panels de discussion animés par des experts de renommée internationale, mettant en lumière les avancées les plus récentes dans des domaines tels que la cybersanté, l'intelligence artificielle, l'imagerie médicale, les chirurgies innovantes et bien plus encore. Un Quiz interactif quotidien est également au programme du Talk & Show. Bien plus qu'un simple salon professionnel, le SIMEM est un catalyseur pour l'innovation, la collaboration et le progrès dans le domaine de la santé.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DES PRIX STABLES À LA VEILLE DU RAMADHAN

Les mesures du gouvernement effectives

Plus qu'un pas nous sépare du mois sacré de ramadhan, et celui-ci se présente sous de bons auspices. Alors que l'Algérien lambda appréhendait ce mois, les mesures prises par les pouvoirs publics portent leurs fruits, et sur les marchés, les prix ont baissé de manières significatives pour la plupart des produits. Conséquences directes de ces baisses, les marchés sont envahis de consommateurs, ce qui ajoute à la frénésie des achats. Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a révélé l'ouverture de 477 marchés de quartier avec la participation de 8.402 commerçants économiques.

Par Réda Hadi

Il faut préciser que pour ce mois sacré, tout le monde est sur le pont. Pour ce ramadhan, les pouvoirs publics, appellent à la baisse des prix, et à un geste des entreprises. A ce sujet, lors du colloque économique du Conseil algérien de renouveau économique, consacré à l'initiative des réductions du Ramadan, le ministre a appelé tout le monde à se joindre à cette initiative. Et à l'intention des producteurs, a déclaré : « Votre implication exprime les valeurs de solidarité qu'appelle notre véritable religion islamique ». Le ministre a également appelé à une forte participation aux marchés voisins afin que le consommateur algérien puisse acheter ses besoins directement sur le produit et mettre fin aux opportunistes et intermédiaires. Le ministre a également adressé ses sincères remerciements et son appréciation à tous les producteurs et fabricants algériens pour leur implication dans les efforts du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations visant à réduire les prix pendant le mois sacré du Ramadan. Et de souligner « Nous sommes fiers de votre engagement et de votre soutien aux efforts du ministère du Commerce. Ce qui contribue de manière significative à réduire la charge pesant sur les citoyens durant ce mois sacré. Sur les marchés, les prix de tous

les produits sont restés stables. La pomme de terre est cédée à 70 DA le kilo et par endroits un peu moins, tout comme d'ailleurs la tomate qui est affichée entre 70 à 110 DA. Du côté des viandes blanches, les prix ont enregistré une hausse de 50 DA par rapport à la semaine écoulée, et sont affichées à plus de 520 DA/kg. A la place des martyrs, l'esplanade sert de marché de proximité, pour le bonheur des ménages. Les prix sont attractifs et abordables. Une femme rencontrée sur place, nous a affirmait son étonnement et souligne « j'avais peur de m'aventurer au marché, mais là, je suis agréablement étonnée, tant les prix sont accessibles ». Faut dire que tous les acteurs concernés pour un Ramadhan serein, se sont retournés les manches. Le gouvernement donc, multiplie les décisions pour enrayer la flambée des prix et assurer la disponibilité des denrées alimentaires en quantités suffisantes. Pour ce mois, l'exécutif a, en effet, mis en place un dispositif spécial ramadan pour contrôler la hausse des prix et pour concrétiser les mesures retenues dans son plan d'action d'approvisionnement du marché national en produits de base. Aussi, il a été décidé d'augmenter la production de la semoule de 20 % alors que celle de l'huile de table devrait passer de 1800 tonnes à 4000 tonnes par jour. Concernant les viandes qui flambent sur les marchés ces derniers temps, il a

été autorisé l'importation de la viande fraîche d'Espagne et du poulet du Brésil. Dans ce chapitre, le ministère du Commerce a fait signer un engagement aux importateurs, qui sont principalement localisés dans les grandes villes, pour qu'ils installent des plateformes de distribution aux quatre coins du pays et qu'ils fournissent la liste de leurs réseaux de distribution à la Direction générale du Contrôle économique et de la répression des fraudes. Il compte ainsi mettre à la disposition des citoyens de la viande à des prix défiant toute concurrence.

Par ailleurs, pour contrecarrer la spéculation, l'exécutif a décidé de déstocker 106000 tonnes de pomme de terre, 30000 tonnes d'oignon, 10000 tonnes d'ail et plus de 300000 tonnes de sucre brut. Des marchés de proximité devaient également être installés pour proposer des produits moins chers que ceux des marchés habituels. Il faut dire qu'avant même les préparatifs pour le mois de ramadan, l'exécutif a mis en place un budget exceptionnel dans la loi de finances 2024 pour renforcer le pouvoir d'achat des Algériens. « C'est le plus important budget

dans l'histoire du pays, sachant qu'une grande partie sera consacrée à l'amélioration du pouvoir d'achat et qu'une autre partie est dédiée au financement des projets d'investissement », avait commenté le ministre des Finances lors de l'adoption de cette loi. Dans la même perspective, la farine, la semoule, certains légumes, le poulet et les œufs seront, de leur côté, exemptés de TVA jusqu'au 31 décembre 2024 au moins. Une mesure qui inclut le riz et les légumes secs. Alors tout est réuni pour passer ce Ramadhan sans difficultés majeurs ni encombres.

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 07 مارس 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 07 mars 2024

Produits		Prix du détail ² DA / Kg			أسعار التجزئة دج / كغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المتوسط Average	الحد الأدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	64	72	57	البطاطا		خضروات طازجة
	Tomate	91	102	79	الطماطم		
	Oignon sec	77	83	71	البصل الجاف		
	Ail sec	518	583	453	الثوم الجاف		
	Carotte	70	80	60	الجزر		
	Navet	66	74	58	نفت		
	Chou-fleur	75	84	65	قرنبيط		
	Choux	60	68	53	قرناب		
	Courgette	103	114	92	الكوسة		
	Haricot vert	358	385	331	الفاصولياء الخضراء		
Fruits frais	Laitue	90	100	80	الخس		فواكه طازجة
	Pomme locale	462	587	337	التفاح المحلي		
	Datte	571	705	437	التمر		
	Orange	135	164	106	البرتقال		
	Mandarine	187	215	159	المندرين		
Produits d'origine animale	Banane	337	349	325	الموز		المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1745	1885	1605	لحم البقر المحلي		
	Poulet de chair	507	521	493	الدجاج		
	Œufs (Unité)	21	22	20	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)		

PRODUCTION DE LAIT PASTEURISÉ

Giplait produira 4 millions de litres/jour durant le ramadhan

Le groupe industriel des productions laitières Giplait a augmenté sa production quotidienne de lait subventionné, en prévision de l'accroissement de la demande en ce produit de large consommation durant le mois de Ramadhan, a annoncé la PDG du groupe public, Samah Lahlouh. «Notre production journalière en lait en sachets est passée de 3,6 millions de litres à presque 4 millions», a indiqué Mme Lahlouh, dans un entretien à l'APS, en soulignant «l'engagement plein du groupe à assurer la disponibilité de ce produit de base, même lors des pics de demande enregistrés particulièrement durant le ramadhan». «Avec cette hausse substantielle de notre production et les quantités introduites sur le marché par les laiteries privées, le produit sera largement disponible», a-t-elle assuré. Outre le lait subventionné, la hausse de la production concernera pratiquement toute la gamme des produits du groupe, selon la PDG, qui a tenu à mettre en avant sa

«haute qualité». «Nos produits laitiers sont constitués à 90% à base de lait cru et ne contiennent ni additif ni conservateur», a-t-elle assuré, en énumérant le lait de vache conditionné, le lait caillé, les yaourts, les crèmes fraîches, le beurre, le s'men en plus d'une variété de fromages dont la pâte pressée, le camembert, le fromage rouge et le gruyère. Au total, le groupe compte actuellement plus de 180 produits et «de nouveaux produits seront prochainement disponibles sur les étales», précise la première responsable de Giplait.

Un grand pôle de distribution à Adrar pour approvisionner le Grand sud

Le mois sacré verra également l'inauguration d'un important point de vente relevant du groupe Giplait à Adrar, pour approvisionner cette wilaya et ses voisines limitrophes en lait subventionné ainsi qu'en produits laitiers. Selon les explications de Mme Lahlouh, ce local «important» sera alimenté principalement par les filiales de

Bechar, Saïda et Sidi Bel Abbas. «Ce sera un grand pôle de distribution de lait pasteurisé et de produits laitiers pour les populations du Grand sud», a-t-elle confirmé. Ne disposant pas de points de vente, les wilayas du Sud notamment In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, ne pouvaient pas avoir de lait pasteurisé ou même de produits laitiers vu que ces denrées sont très périssables. Pour parer à ce problème, l'Etat a récemment décidé de les approvisionner en lait instantané à des prix subventionnés. Le premier contingent de 46 tonnes a été acheminé vers ces wilayas le 29 février dernier, a-t-elle rappelé. D'autres points de vente seront également inaugurés durant la même période à Oran et Batna, a-t-elle fait savoir. «L'élargissement de notre réseau de distribution à travers les différents points de vente nous permet de rendre nos produits plus accessibles aux consommateurs», a affirmé Mme Lahlouh, ajoutant que son groupe qui dispose déjà de 130 points de vente œuvre pour se rapprocher davantage des citoyens, notamment des

populations des zones reculées. Concernant les deux nouvelles filiales Giplait en projet, à Bouira et Rouiba, avec des capacités respectives de 300.000 litres/j et de 1 millions litres/j, elle a affirmé que ses deux projets avancent «à grands pas» et que le premier sera opérationnel d'ici la fin du 1er semestre alors que le second est attendu vers la fin l'année. «Ces deux unités qui s'ajoutent à nos 15 filiales de production devraient contribuer grandement à l'augmentation du volume du lait pasteurisé et par la même rentabiliser le lait cru produit par les éleveurs», explique-t-elle. A ce sujet, elle a fait savoir que la collecte de lait par les différentes filiales du groupe s'élevait actuellement à plus de 360.000 litres/jour et dépassait les 500.000 litres/jour en période de forte lactation. «Le fait que tous nos produits soient fabriqués à base de lait cru encourage l'élevage des vaches laitières, tout en limitant l'importation de poudre de lait», a-t-elle souligné, rappelant que son groupe est conventionné avec 300 collecteurs et 4.500 éleveurs.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Le message du président Tebboune

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, jeudi, un message à l'occasion de la Journée internationale de la femme (8 mars).

« Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux, Que les prières et la paix d'Allah soient sur Son Messager, La femme algérienne célèbre sa journée internationale (08 mars), en confortant, par sa forte volonté et sa fidélité constante à l'Algérie, son rôle dans la société, gravissant ainsi les échelons dans plusieurs métiers et fonctions pour prouver sa capacité à assumer avec mérite les missions et à occuper des postes de responsabilité. Le 8 mars a été, sans cesse, une opportunité pour saluer son rôle pionnier dans plusieurs secteurs et sa participation remarquable au développement durable, en occupant des taux importants des postes d'emploi dans les secteurs de l'Education, de l'Enseignement, de la Justice et de la Santé, et à travers son intégration réussie avec brio dans d'autres domaines, à l'instar des corps constitués où elle a fait montre de grandes performances qui nous rendent si fiers de nos sœurs et filles ayant démontré, en toute occasion, qu'elles étaient les dignes héritières des chahidate de l'Algérie... digne relève de ses +Djamilate+: Djamilia Boupacha... Djamilia Bouhired... Djamilia Bouazza et d'autres de celles qui ont gravé leurs noms en lettres d'or dans le registre mémorable de lutte de

la femme algérienne, de la trempe de Zohra Drif Bitat, Louise Ighil Ahriz, et toutes les braves héroïnes ayant participé, aux côtés des révolutionnaires, à des épopées historiques pour que leurs souvenirs demeurent gravés à jamais dans nos esprits. Ces femmes étaient un modèle pour tant d'autres ayant vécu une période sombre, celle de la tragédie nationale, et qui avaient fait face avec une bravoure exemplaire à un terrorisme barbare. Des femmes médecins, enseignantes, journalistes et de différentes catégories, ayant vaincu par leurs sacrifices les forces du mal et obscures pour que l'Algérie demeure comme la voulaient les Chouhada, avançant, à pas sûrs, sur la voie tracée par les principes de la Déclaration du 1er Novembre. Il n'est pas étonnant de voir la femme algérienne s'adjudger une place prépondérante, occuper de hauts postes et gagner le respect et la reconnaissance des Algériennes et des Algériens pour son apport. L'Algérie nouvelle que nous bâtissons avec une volonté forte et sincère ne saurait se faire sans la femme, jouissant de ses pleins droits, dans la dignité et le respect, fière de son nationalisme et sa citoyenneté. Alors que nous sommes fiers de son profond attachement aux traditions de la Na-

tion, de sa capacité à suivre et à saisir les exigences de l'époque, marquée par un flux de connaissances et de progrès technique et technologique, de son talent et savoir-faire dans les différents domaines scientifiques, culturels et sportifs, et dans les champs d'activité socioéconomique, ainsi que sur la scène de l'action associative pour ancrer la véritable notion d'une société civile qui encadre la jeunesse et influence la vie publique, nous tenons à affirmer que la parité réelle que nous cherchons à consacrer n'est pas une faveur ou une récompense, mais un acquis constitutionnel qui doit s'incarner clairement et à grande échelle dans notre société. Il ne saurait transiger avec toute atteinte à ce principe par une institution, une administration ou un responsable détenteur du pouvoir décisionnel qui minimiserait l'aptitude, la compétence et la capacité de la femme algérienne, et priverait cette dernière d'un droit qui lui revient compte tenu de ses qualifications avérées pour occuper un poste ou une responsabilité, quelle que soit son importance. Nos sœurs et nos filles qui célèbrent aujourd'hui cette occasion sont le prolongement expressif de la lutte et du combat honorable de la femme algérienne depuis les

temps anciens et durant la Glorieuse Révolution de libération. Elles sont également porteuses de l'espoir de l'Algérie nouvelle à l'édification de laquelle elles participent dans les campagnes et les villages, où la femme rurale demeure un symbole du sacrifice et du travail honorable, ainsi que dans les villes et les grandes métropoles, où la femme exerce des métiers complexes et pointus, s'adjudgeant une place bien méritée dans toutes les fonctions, missions et responsabilités. Je leur adresse à toutes mes plus chaleureuses félicitations, tout en reconnaissant leur dévouement sans faille dans l'accomplissement de la lourde mission de l'éducation des bâtisseurs de l'Algérie d'aujourd'hui et de demain, dans la prise en charge de leurs familles, dans l'ancrage des valeurs d'amitié et de fraternité, ainsi que dans l'approfondissement du sentiment d'appartenance nationale et de la fierté liée à l'identité algérienne. Je leur souhaite à toutes santé et bonheur dans le giron de l'Algérie, terre de fierté, de gloire et de grandeur. Vive l'Algérie, Gloire à nos martyrs. Que la paix et la bénédiction d'Allah vous entourent»

RENFORCEMENT DE LA PLACE DE LA FEMME

Les efforts du président de la République salués

Des femmes distinguées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont salué les efforts consentis par le Président de la République, pour renforcer la place de la femme et lui permettre d'accomplir davantage d'acquis, à la faveur des facilitations qui lui sont octroyées. En marge de la cérémonie de distinction, organisée au Centre international de conférences (CIC) "Abdelatif Rahal", à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la Femme, les femmes distinguées ont salué l'at-

tention portée par le Président de la République, à la consolidation et à la promotion de la femme dans différents domaines, en vue de lui permettre d'accomplir davantage d'acquis, notamment à la faveur des facilitations qui lui sont octroyées. A ce titre, Mme Ziani Rekioua Ziani (professeur en énergies renouvelables) a fait part de sa gratitude pour cette distinction qui se veut, a-t-elle dit, une incitation pour elle, en vue de poursuivre la recherche dans le domaine de sa spécialité à laquelle l'Etat accorde un intérêt particulier.

De son côté, Mme Nesrine Ziad (entrepreneure et cheffe d'entreprise) s'est félicitée des différentes mesures prises par l'Etat, en vue d'encourager les jeunes, notamment les étudiants universitaires, à l'effet d'accéder au monde de l'entrepreneuriat. Dans le même sens, M. Fatma Hamdi (activant dans le secteur Agricole), a salué l'attachement du président de la République au soutien de la femme rurale, en vue de lui permettre d'exploiter ses capacités et contribuer à la concrétisation du développement national.

Parmi les femmes distinguées par le président de la République, figure la romancière Aicha Bennour qui s'est dite fière de cette distinction qui se veut, a-t-elle dit, une halte importante dans son parcours et un encouragement à poursuivre le travail, en vue d'enrichir la scène littéraire nationale par des parutions à la hauteur des aspirations du public. A rappeler que le président de la République avait distingué, à cette occasion, une pléiade de femmes algériennes qui se sont distinguées dans plusieurs domaines vitaux et créatifs.

Goudjil adresse ses vœux aux femmes algériennes

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a adressé vendredi ses vœux aux femmes algériennes, à l'occasion de la Journée internationale de la Femme. "Mes meilleurs vœux aux femmes algériennes, les moudjahidate et leurs dignes héritières qui suivent la voie des chahidate et qui sont partenaires dans le processus d'édification d'une Algérie nouvelle où la femme jouit de davantage de droits, d'autonomisation et d'égalité", a écrit M. Goudjil sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Chanegriha préside une cérémonie à l'occasion de la Journée internationale de la femme

Le Général d'Armée M. Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, jeudi au siège du ministère de la Défense nationale, une cérémonie en l'honneur des personnels féminins, militaires et civils du ministère de la Défense nationale (MDN), ainsi que de cadres féminins relevant des corps constitués, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme, indique un communiqué du MDN. Ont pris part à cette cérémonie le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les chefs des Départements, le Contrôleur général de l'Armée, les Directeurs et Chefs des services centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire, précise la même source. A cette occasion, le Général d'Armée a adressé une allocution lors de laquelle il a félicité les personnels féminins de l'Armée nationale populaire, digne héritière de

l'Armée de libération nationale et, à travers elles, toutes les femmes algériennes, à l'occasion de leur journée internationale. "Je me réjouis de rencontrer, aujourd'hui, les personnels militaires et civile féminins de l'ANP ainsi que les représentants des corps constitués, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme, correspondant au 8 mas de chaque année. En cette heureuse occasion, je tiens à adresser mes meilleurs vœux à l'ensemble des personnels féminins de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, et à travers elles, à toutes les femmes algériennes dans chaque parcelle de notre chère patrie", a-t-il indiqué. Le Général d'Armée a salué les réalisations de la femme au sein d l'ANP et exprimé son engagement à "renforcer et à promouvoir le rôle de cette dernière, en lui assurant les conditions et l'environnement propices à même de lui permettre de travailler et d'apporter la contribution atten-

due". "Les réalisations que ne cesse d'accomplir la femme au sein de l'ANP méritent toute notre reconnaissance et notre considération, car elles sont le fruit d'un dur labeur et d'une persévérance à travers lesquelles elle a prouvé qu'elle était digne de confiance, mais également une source de fierté. A ce titre, il nous appartient en tant que commandement et responsables d'œuvrer, conformément aux orientations du président de la République, Chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, à réunir l'ensemble des facteurs qui permettent à la femme d'atteindre l'autonomisation et l'excellence. Il ne suffit donc pas d'améliorer ses conditions de travail et de créer un environnement propice à l'optimisation de ses performances, mais il faut également la soutenir sur le plan psychologique et moral et la protéger contre tout ce qui est susceptible d'ébranler sa volonté de réussir et sa contribution escomptée au service du pays et de la société", a-t-il souligné.

"Aujourd'hui, nous sommes fiers de compter parmi le potentiel féminin de haut niveau dont dispose notre armée, des professeurs en médecine, des ingénieurs et des athlètes d'élite, à l'exemple de l'équipe de saut au parachute et l'équipe féminine de tir, qui vont de succès en succès. Au cours de cette année, nous assisterons également à la sortie au niveau de l'Ecole supérieure de l'Air/Tafraoui, de la première promotion de femmes pilotes dont des pilotes d'avions de chasse, de transport aérien et d'hélicoptère, ce qui contribuera certainement au renforcement des rangs de nos forces armées et leur permettra d'accomplir pleinement leurs nobles missions", a-t-il ajouté. A l'issue, le Général d'Armée a offert des présents symboliques à un nombre de personnels féminins en les encourageant à "consentir plus d'efforts et à réaliser davantage de réussite dans leur carrière professionnelle", conclut le communiqué.

LE MINISTRE DES FINANCES L’A SOULIGNÉ :

Le développement du paiement électronique, une priorité

Le gouvernement poursuit ses efforts pour le développement et la généralisation du paiement électronique. Une réunion consultative a été tenue, jeudi dernier à Alger, sous la supervision du ministre des Finances, M. Laziz Faïd, accompagné du ministre des Postes et Télécommunications, M. Karim Bibi Triki, et du gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Salah Eddine Taleb.

Par Sirine R

Elle a été consacrée pour l'examen du dossier de développement des moyens de paiement électronique. Cette réunion s'inscrit dans une série de réunions consultatives menées par le Ministère des Finances en vue de trouver des solutions aux problèmes communs, précise le ministère dans un communiqué. Dans son discours d'ouverture, le ministre des Finances a souligné l'importance du développement des moyens de paiement électronique, qui constitue l'une des priorités du gouvernement, et a souligné le rôle du paiement électronique dans la modernisation du système bancaire. Au cours de cette réunion, les participants ont discuté de plusieurs propositions, notamment sur les aspects réglementaires liés au développement des moyens de paiement électroniques et à la documentation des plateformes des prestataires de services de paiement (PSP). Cette réunion a permis également de définir les conditions et d'identifier les moyens pour assurer le succès du processus de paiement par téléphone (Switch mobile) avec l'intégration de toutes les banques et d'Algérie Poste dans ce système, ainsi que

le développement du paiement instantané par téléphone. Mercredi dernier, le Gouverneur de la Banque d'Algérie M. Salah Eddine Taleb a appelé les Banques et Etablissements financiers (BEF) à davantage d'investissement dans le développement de solutions innovantes à même d'augmenter la qualité des services bancaires, faciliter l'expérience client et drainer davantage de ressources. L'appel a été lancé dernier lors de la réunion trimestrielle entre le Gouverneur de la BA avec les Banques et Etablissements Financiers (BEF), dont le thème a porté sur le développement des produits et services bancaires pour une meilleure inclusion financière. Selon la BA, les banques disposent d'une gamme de produits et services variés adossés à de nouvelles technologies qui favorisent grandement l'inclusion bancaire. Une tendance très favorable a été enregistrée au titre des volumes des transactions de paiement par carte traitées par le système ATCI, qui enregistrent une évolution de 56,5% entre 2022 et 2023, affirme la BA. Et que le volume des paiements sur TPE a évolué de 54,6% et les volumes des transactions par internet de 100,2% sur la même période. « Cependant en

termes de niveau, l'évolution reste insuffisante au regard du potentiel du marché algérien et de la nécessité de capter les transactions dans la sphère formelle, dont la majeure partie s'effectue en monnaie fiduciaire », note-t-elle. La Banque d'Algérie œuvre à l'encouragement, précise la même source, de l'innovation et de la transition numérique de l'économie ainsi qu'à la mise en œuvre de la loi monétaire et bancaire, qui a institué l'ancrage légal nécessaire pour soutenir l'essor de la vision d'innovation et de développement de solutions adaptées aux besoins des consommateurs des services financiers, chacun selon ses spécificités. Ainsi, la Banque d'Algérie a entamé la démarche d'édification progressive du cadre normatif opérationnel en tenant compte des aspects fondamentaux de sécurité et de gestion des risques en la matière. La BA accompagne les banques de la place pour la mise sur le marché d'offres de produits et services innovants, en accordant les autorisations nécessaires conformément au règlement n°2020-01 du 15 mars 2020 fixant les règles générales en matière de conditions de banque applicables aux opérations de banque, conclut-elle.

SONATRACH

Le complexe pétrochimique LAB aura d'importantes retombées sur l'économie nationale

Le P-DG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a affirmé jeudi à Alger, que le contrat signé par Sonatrach avec la société italienne Tecnimont pour la réalisation d'un complexe pétrochimique pour la production de Linéaire Alkyl Benzène (LAB), permettra à l'Algérie dès l'entrée en production de cette usine de ne plus importer cette matière première utilisée dans l'industrie des détergents et des nettoyants, tout en soulignant ses retombées importantes sur la création de l'emploi et l'économie nationale. Il s'exprimait lors d'une conférence de presse animée en marge de la cérémonie de signature de ce contrat qui s'est déroulée au siège du groupe Sonatrach, sous la supervision du ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab en présence de l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Alberto Cutillo et des hauts cadres de la compagnie nationale des hydrocarbures et de la société italienne Tecnimont Spa. Dans ce cadre, le PDG de Sonatrach a assuré qu'une fois le projet du complexe pétrochimique pour la production de Linéaire Alkyl Benzène (LAB), entrera en production en 2027, l'Algérie n'aura pas besoin d'importer cette matière première utilisée dans la fabrication des détergents et des nettoyants industriels et nous assurerons la satisfaction du marché national et nous pourrions même de réaliser des exportations". Se félicitant de la signature de ce contrat avec la société italienne Tecnimont Spa, M. Hachichi a précisé également que "ce projet s'inscrit dans la politique du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune de valorisation des ressources en hydrocarbures afin de produire ce qui est nécessaire pour le pays de manière à éviter les importations et de renforcer l'industrie pétrochimique algérienne". "Nous sommes très contents de ce contrat et nous allons le suivre de manière très rigou-

reuse pour le réaliser dans les délais requis, en respect du budget et de la qualité", a-t-il mentionné, assurant que ce projet va contribuer à la création de plusieurs petites et moyennes entreprises pour la fabrication des détergents et des produits nettoyants et des milliers de postes d'emploi pendant et après la réalisation du complexe". M. Hachichi a souligné que lancement de ce projet est un nouveau jalon dans le cadre du programme d'investissement visant le développement d'une industrie pétrochimique forte. La réalisation du futur complexe confié en EPC à TECNIMONT Spa, s'étalera sur 44 mois et le montant du contrat est de 1,05 milliards USD équivalents dont 32% en DZD, a-t-il fait savoir précisant que le complexe aura une capacité de 100 000 tonnes par an et permettra la production au niveau local d'un additif utilisé dans l'industrie des détergents et des nettoyants industriels, qui jusque-là était importé. Selon M. Hachichi, cet important investissement contribuera à une meilleure valorisation des produits pétroliers (Kérosène et Benzène) disponibles au niveau de la Raffinerie RA1K de Skikda tout en donnant un nouvel élan à l'industrie des détergents et de ses dérivés dans notre pays. Il a relevé, en outre, que Sonatrach a choisi pour la réalisation de ce projet une technologie permettant de produire du LAB biodégradable, ce qui confirme, selon lui, "la volonté du groupe de promouvoir un développement industriel durable". Dans le même sillage, il a affirmé que le lancement de ce nouveau projet pétrochimique, conforte Sonatrach "dans son rôle de locomotive de l'économie nationale et de leader du développement durable du pays dans ses dimensions économiques, sociales et environne-

mentales". Pour sa part, le directeur central de l'engineering et management de projets, Mahdi Salami, a fait savoir que ce projet s'inscrit dans la stratégie de développement de Sonatrach portant sur la transformation des produits pétroliers pour une meilleure valorisation et qu'il vise à absorber les importations du marché national qui avoisinent les 35 000 tonnes par an de LAB pur et dépassent les 40 000 tonnes de dérivés de Lab. Quant au PDG du Groupe Maire Tecnimont, Alessandro Bernin, il a affirmé que ce projet va renforcer la coopération entre l'Italie et l'Algérie, le qualifiant de projet "très important" et qui confirme la "forte compétitivité et la capacité de son groupe dans ce domaine. Rappelant que la présence de son entreprise en Algérie a débuté en 2018, il a souligné qu'elle a eu à livrer un important projet à Sonatrach, malgré la période difficile du COVID-19". A son tour, le vice-président de Sonatrach chargé des finances, Djamel Atallah a évoqué un "projet crucial pour Sonatrach et structurant pour l'économie nationale" s'inscrivant dans les objectifs du gouvernement de valoriser les ressources nationales en produits à forte valeur ajoutée et à réduire les importations", Le DG par intérim de la BNA, Dine Benabdi, a souligné l'importance de la collaboration entre Sonatrach et la BNA qui va financer la réalisation de ce projet à hauteur de 65%, en mentionnant que ce financement intervient dans le cadre de l'accompagnement des sociétés nationales et privées dans le cadre de la stratégie tracée par la banque. "C'est le troisième type de financement accordé à Sonatrach et nous sommes prêts à contribuer à la réalisation d'autres projets stratégiques du groupe", a-t-il encore souligné.

R E.

AGRICULTURE

Des mesures incitatives importantes pour relancer la filière oléagineuse

Les mesures incitatives "considérables" initiées par l'Etat au profit des agriculteurs, dans la perspective d'encourager la promotion de la filière oléagineuse, ont été soulignées, samedi à Alger, lors d'une rencontre sur le programme du développement des cultures oléagineuses. Lors de cette rencontre, tenue à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), et coïncidant avec le lancement de la campagne de culture du tournesol en ce mois de mars, des responsables et des professionnels du secteur ont mis en avant les mesures encourageantes entreprises par le gouvernement pour inciter les agriculteurs et les opérateurs à adhérer à sa stratégie de relance des cultures oléagineuses et contribuer à la plantation des 45 000 hectare escomptés lors de cette campagne 2024. "La première phase de ce programme, lancée récemment, porte sur une plantation de 10.000 hectares entre mars et juin dans les wilaya du sud alors que les 35.000 hectares restants seront plantés au niveau des wilayas du sud entre juin et juillet", a expliqué Mohamed El-Hadi Sakhri, directeur de la production et de la régulation des filières végétales au ministère. "Les superficies des oléagineuses devraient augmenter progressivement pour atteindre 80.000 hectares en 2025 puis 150.000 à l'horizon 2026, avec une production prévisionnelle de 300.000 tonnes de grain de tournesol et 135 millions de litres d'huile par an, a-t-il avancé. "Ces quantités escomptées permettraient à l'Algérie de réduire ses importations d'huiles brutes et de tourteaux utilisés dans l'alimentation du bétail ", a-t-il assuré, en rappelant la facture colossale" de ces deux produits estimée à presque 1,2 milliards de dollars par an. L'intervenant a rebondi sur le dispositif de soutien incitatif pour la promotion de cette filière stratégique, qui permettrait au pays de produire ses propres graines oléagineuses destinées à la transformation industrielle. Parmi ces principales mesures de motivation, il a cité la prime à la production fixée à 3000DA par quintal accordée aux agriculteurs individuels, aux fermes pilotes et aux entreprises économiques et qui augmente à 3500 dinars pour les agriculteurs structurés en coopératives agricoles. Sur ailleurs, une prime de 500 dinars par quintal sera accordée aux unités de transformation disposant d'un contrat avec les producteurs afin de les inciter à introduire les graines oléagineuses produite localement pour la production d'huile végétale. Le dispositif prévoit également une prime de 900 DA par quintal aux CCLS (Coopératives des céréales et des légumes secs) ainsi qu'aux opérateurs privés chargés de stoker les graines livrées par les producteurs. Pour sa part, le secrétaire général du ministère, Hamid Bensaad, a insisté sur le rôle primordial des chambres d'agriculture et les instituts agronomiques dans la réussite de cette campagne notamment à travers leur présence sur le terrain pour accompagner les agriculteurs et les sensibiliser sur l'intérêt du respect de l'itinéraire technique afin de rentabiliser leur rendement et améliorer leur revenu.

BASE CENTRALE LOGISTIQUE DE BLIDA

Un fleuron de l'industrie militaire au diapason du développement technologique

La Base centrale logistique El Chahid Mohamed Saoudi "Si-Mustapha" de Blida est un fleuron de l'industrie militaire au diapason du développement technologique en matière de rénovation et de modernisation des engins militaires, ont indiqué jeudi, ses responsables.

Cet établissement militaire, structuré en Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) "œuvre en permanence à améliorer ses capacités opérationnelles pour atteindre les objectifs fixés par le Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) en répondant à ses besoins en matière de rénovation et de modernisation des engins et équipements militaires pour relever la disponibilité au combat", a déclaré son Directeur général, le général B. Abdallah, dans son allocution en marge d'une visite guidée au profit de représentants de la presse nationale.

Il a expliqué que la Base centrale logistique de Beni Mered "assure l'approvisionnement des institutions militaires et nationales en différentes pièces de rechange de qualité supérieure, dans un objectif de rationalisation des dépenses, mais aussi de transfert technologique, grâce à un encadrement assuré par des compétences nationales ayant bénéficié d'une formation spéciale dans ce domaine".

Cette visite guidée a permis aux représentants de la presse, de "s'informer de plus près sur le travail et les missions de cet établissement, au même titre que sur les réalisations et avancées réalisées par l'ANP, notamment en matière de modernisation pour garantir une disponibilité opérationnelle permanente pour toutes ses composantes", a-t-il ajouté.

Il a aussi souligné l'inscription de cette visite dans le cadre de "l'ouverture" de l'institution militaire sur les medias.

"Le commandement de l'ANP œuvre au développement des voies de rapprochement avec les médias nationaux, en vue d'en faire un trait d'union pour la transmission de messages de nature à renforcer le lien Armée-Nation", a-t-il précisé, en outre.

A noter que ce fleuron de l'industrie militaire s'étend sur une superficie de 150 ha et emploie 2.500 travailleurs, entre employés militaires et civils.

OUARGLA

Renforcer les capacités d'exportation pour améliorer la compétitivité du produit national

Les participants à une rencontre régionale sur l'exportation tenue, jeudi à Ouargla, ont mis en avant la nécessité de renforcer les capacités d'exportation pour améliorer la compétitivité du produit national sur les marchés extérieurs.

Intervenant à cette occasion, la directrice du suivi et de la promotion des échanges commerciaux au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Farah Mekideche, a souligné l'importance de consolider les capacités de production pour contribuer à la promotion du produit national et l'amélioration de sa compétitivité. Elle a, à ce contexte, appelé les opérateurs économiques concernés à participer massivement aux déferentes manifestations économiques organisées à l'étranger et de saisir les opportunités offertes lors de ces événements, notamment ceux organisés à Dakar (Sénégal) et Nouakchott (Mauritanie). "Ces manifestations économiques constituent une opportunité pour soutenir les entreprises industrielles activant dans différents segments et leur permettre d'augmenter le volume des exportations compte tenu au potentiel important que recèle l'Algérie hors hydrocarbures", a-t-elle soutenu. Et d'ajouter que le ministère du Commerce tien à impliquer les opérateurs éco-

nomiques dans ses démarches entreprises pour trouver des solutions afin d'intensifier et diversifier la production locale, satisfaire les besoins du marché national et s'orienter ainsi vers l'exportation. Le ministère du Commerce, a poursuivi Mme. Mekideche, accorde un intérêt particulier à l'augmentation de la productivité de toutes les filières et le suivi minutieux du potentiel d'exportation dans chaque secteur, en levant les obstacles devant les opérateurs économiques en plus de la mise en place des mécanismes adéquats qui permettent d'augmenter le volume des exportations en application de la politique de l'Etat visant à créer la richesse et diversifier les ressources de revenus à travers la promotion du produit national et l'amélioration de sa compétitivité.

De son côté, le directeur régional du Commerce et de la Promotion des exportations à Ouargla, Tayeb Fayçal a mis l'accent sur la nécessité de redonner à la wilaya d'Ouargla sa dimension en tant qu'un pôle commercial et éco-

nomique d'excellence et un portail pour accéder aux marchés des pays voisins, et ce, en donnant une forte impulsion aux échanges commerciaux et exportations vers les pays africains. Pour sa part, la représentante de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) Dalila Slimane, a mis en relief le rôle de l'agence dans la promotion du produit national et l'accompagnement des investisseurs dans le pays et à l'étranger, et la promotion des exportations, en tant qu'une institution de liaison entre les opérateurs économiques.

En revanche, le directeur de l'antenne régionale de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX) Imad Djoudi, a passé en revue les différents risques liés à l'exportation, avant de mettre en exergue la mission de cet organisme en termes de promotion des exportations, en attirant les investisseurs conformément aux engagements des pouvoirs publics visant à accroître les exportations hors hydrocarbures.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Plus de 20 millions m³ emmagasinés dans le barrage d'Ain Zada

Le niveau du barrage d'Ain Zada de la commune d'Ain Taghrout (Est de Bordj Bou Arreridj) est monté à 20 millions m3 à la suite des dernières précipitations enregistrées sur la wilaya, apprend-on jeudi du directeur local des ressources en eau M. Mourad Benhouria.

M. Benhouria a précisé que le niveau de remplissage de cet ouvrage hydraulique qui alimente 12 communes

suffit à couvrir les besoins de la population en eau potable durant la saison estivale 2024, soulignant que ce volume pourrait augmenter davantage en cas de nouvelles précipitations dans les prochains jours.

« Ce niveau de remplissage du barrage dont la capacité totale de rétention est de 125 millions m3 est rassurant comparativement aux quatre précédentes années durant les-

quelles le niveau d'eau a chuté à moins 10 millions m3 en certaines périodes », a indiqué le même responsable qui a rappelé que cette chute avait entraîné des fluctuations de l'approvisionnement de la population durant les périodes de chaleur et le lancement d'un plan d'urgence pour l'exploitation du plus grand nombre de puits et forages profonds.

L'approvisionnement en eau potable

des communes de la daïra de Mansourah à partir du barrage de Tilesdit (Bouira) et des communes de la daïra de Djaâfra à partir du barrage de Tichy-Haf (Bejaia) sera également « assuré confortablement » à la faveur de l'augmentation du niveau de ces deux ouvrages à la suite des dernières précipitations, a souligné encore le même responsable.

SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE ET DE L'EXPORTATION D'ORAN

Signature de près de 50 conventions de partenariat

Près de 50 conventions de partenariat portant sur divers domaines d'activité, notamment l'industrie, l'exportation et la construction, ont été signées lors de la sixième édition du Salon international de l'industrie, de l'énergie, la logistique et de l'exportation "Oran-Expo", clôturée jeudi au Centre des conventions d'Oran "Mohamed Benahmed".

Le Commissaire de cette manifestation économique et commerciale, Ahmed Haniche, a précisé à l'APS que 48 conventions de partenariat entre des opérateurs privés et publics du pays, ainsi qu'avec des opérateurs étrangers, dans différentes secteurs d'activité pour l'exportation vers des pays africains de divers produits, à l'instar des matériaux de construction, des lampes, des équipements électriques et des produits alimentaires.

Le gros des conventions, signées dans le cadre du partenariat entre des entreprises nationales privées et publiques et des entités économiques étrangères, majoritairement issues de pays africains, porte sur la réalisation d'usines spécialisées dans la fabrication d'équipements métalliques, de produits plastiques, d'équipements électroménagers, ainsi que dans les matériaux de construction, des équipements industriels et des

énergies renouvelables, qui étaient auparavant importés de l'étranger, a fait observer la même source. Ce Salon de quatre jours, organisé par l'Agence de communication "Sunflower", a été marqué par la présence d'ambassadeurs et de représentants d'ambassades de plusieurs pays africains, ainsi que de visiteurs et d'opérateurs économiques, qui ont tenu à mettre à profit la tenue de cette manifestation pour se rapprocher davantage des exposants et des professionnels de diverses branches d'activités pour identifier les opportunités d'investissements directs et l'exportation vers ces pays du produit algérien, a ajouté M. Haniche.

Par ailleurs, le Salon a vu une affluence notable des professionnels de différentes branches d'activités économiques et industrielles, dont le nombre a dépassé les 12.000, en provenance de plusieurs régions du pays.

Une présence remarquée d'hommes d'affaires et de représentants de 30 ambassades accréditées en Algérie, outre un nombre important d'étudiants et de jeunes porteurs de projets désireux de créer des micro-entreprises ciblant divers secteurs et activités socio-économiques, a été également observée.

Il convient de signaler que pas moins de 160 ex-

posants nationaux et étrangers, dont 140 entreprises relevant des secteurs public et privé spécialisées dans divers créneaux d'activités industrielles, ainsi que des opérateurs économiques étrangers et des représentants de filières des entités industrielles opérant en Algérie de plusieurs pays, dont l'Italie, le Pakistan, le Vietnam, la Turquie et la Chine, ainsi que des établissements financiers, ont pris part à ce Salon.

Il est à souligner également que dans le but d'encourager les jeunes et les étudiants porteurs de projets innovants, les organisateurs ont réservé, à titre gracieux, un stand spécialement dédié aux étudiants de l'Ecole Polytechnique "Maurice Audin" d'Oran et de l'Université d'Oran 1 "Ahmed Benbella", ainsi qu'à 15 startups de plusieurs wilayas, et ce afin de leur permettre de se rapprocher des acteurs économiques et de pouvoir prospecter les opportunités de concrétiser et de financer leurs projets.

D'autre part, en marge de cette sixième édition, des conférences en lien avec la stratégie devant être adoptée pour le développement et la modernisation de l'activité économique et le partenariat gagnant-gagnant, ainsi que l'incitation à l'investissement et la promotion de l'exportation ont figuré au programme de cette manifestation.

Le GECF présente en avant première à Alger la 8e édition de son «Global Gas Outlook Report 2023»

AVERTISSEMENT : La présente analyse est largement inspirée et basée sur la présentation du « Global Gas Outlook 2050» (provisoire) par le GECF le 29 Février 2024 à Alger, dont la publication est prévue vers le 12 Mars 2024. Les chiffres ci-dessous « attribués au GECF » correspondent à une analyse issue de l’interprétation des différentes planches affichées au cours de cette présentation, et n’engagent que l’auteur de la présente analyse.

Par Abdelmadjid Attar,
ancien ministre de l'énergie

La présentation de ce rapport en marge du 7ème Sommet qui s’est déroulé à Alger entre le 29 Février et le 02 Mars 2024, a été précédée par une intervention du Secrétaire Général du GECF, Mr. Mohamed Hamel, sur la scène énergétique mondiale, avant que les détails du rapport ne soient présentés par les principaux analystes du GECF. La version finale sera en principe publiée vers le 12 Mars 2024.

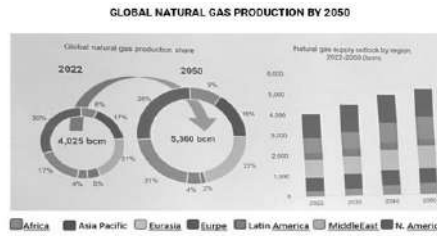
Selon le GECF, et sur la base des principaux paramètres fondamentaux, économiques, démographiques, et politiques, qui caractérisent la scène énergétique incontournable à l’horizon 2050, et passera pratiquement de 23% à 26%(scénario RCS) dans la consommation énergétique primaire entre 2022 et 2050. Cette dernière passera ainsi sur la même période de 14,960 Mds à 17,925 Mds Tep (tonne-équivalent-pétrole), soit un accroissement de 19,8%.

Dans ce mix global du scénario dit « RCS », on note que l’analyse du GECF prévoit ainsi que les énergies fossiles vont demeurer prépondérantes dans la consommation primaire d’énergie en passant de 80 à 63%, dans la mesure où le pétrole ne chutera que de 30 à 26%, tandis que le charbon lui passera de 27 à 11%.Le gaz naturel quant à lui poursuivra sa croissance continue et passera de23 à 26%. Les ENR, y compris hydrauliques, vont passer de 15 à 31%, tandis que la part du nucléaire n’augmentera que de 1% en passant de 5 à 6%.

GLOBAL ENERGY MIX EVOLUTION 2022-2050						
	2022		2050		Evolution 2050 / 2022	
Natural Gas	23 %	80 %	26 %	63 %	+ 3 %	- 17 %
Oil	30 %		26 %		- 4 %	
Coal	27 %		11 %		- 16 %	
Renewables	3 %		17 %		+ 14 %	
Bioenergy	10 %	15 %	11 %	31 %	+ 1 %	+ 16 %
Hydro	2 %		3 %		+ 1 %	
Nuclear	5 %	5 %	6 %	6 %	+ 1 %	+ 1 %

Dans un deuxième scénario dit « SES » qui correspondrait pratiquement à celui d’une transition énergétique plus accélérée et d’un accroissement de la part des ENR, la demande mondiale devrait être légèrement plus importante selon le GECF(environ 18,24 Mds de tonne-équivalent pétrole), avec une part plus faible du pétrole (23%), mais plus importante pour le gaz naturel (29%), au détriment du charbon qui passe de 23% à 7%, et une croissance des ENR à 21%.Cela signifie que le GECF prévoit dans les deux scénarios une part des Hydrocarbures à hauteur de 52% dans la consommation énergétique finale en 2050. Ce qui semble un peu en contradiction avec tous les autres scénarios publiés par d’autres organismes.

Ce qu’il faut noter par ailleurs, c’est la répartition géographique des productions mondiales de gaz qui semblent être appelées à demeurer les mêmes à l’horizon 2050, avec une prépondérance de l’Amérique du Nord à raison de 26% (1.300 Mds M3), suivie par l’Eurasie avec 22%, le Moyen Orient avec 21%, l’Asie Pacifique avec 16%, et l’Afrique avec 9%. Au-delà de cette répartition géographique il faut rappeler que le GECF contrôle 70% des réserves en gaz, et un peu plus que 40% de la production mondiale de gaz, une répartition par rapport à des régions dépourvues de réserves mais à grande consommation, qui impactera soit les politiques énergétiques, soit les alliances géopolitiques.



(Source : GECF Global Gas Outlook 2023)

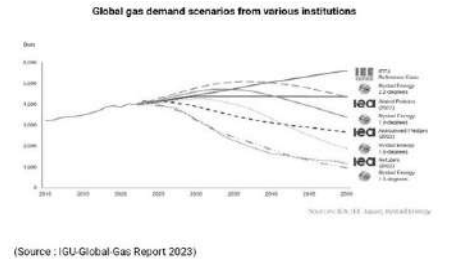
Le poids du gaz naturel

Le GECF prévoit que la demande en gaz naturel passera de 4.025 Mds M3 en 2022 à 5.360 Mds M3 en 2050 (scénario RCS), soit une croissance de 34%, portée surtout par la génération d’électricité et la consommation industrielle, à raison respectivement de 36% et 25%. Par contre il apparait que le mix électrique sera dominé par les énergies renouvelables à l’horizon 2050 à raison de 66%, dont 50% par les ENR solaire & éolien, 12% par l’hydroélectricité, et 4% par les bioénergies.

Ainsi donc, ce scenario du GECF qui semble plutôt être l’équivalent du cas de base de l’AIE (Stated Policies) et d’autres organismes, prévoit le maintien de la prépondérance des énergies fossiles et plus spécialement des hydrocarbures qui vont peser à eux seuls 52% dans ce mix énergétique global.

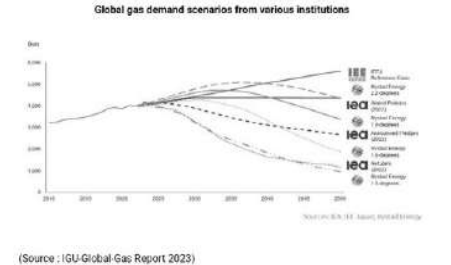
Il faut rappeler que l’AIE de son côté prévoit dans son scenario dit « Stated Policies » qui semble correspondre au scenario présenté par le GECF, ne prévoit qu’une augmentation de la demande gazière à 4.299 Mds M3 vers 2030, puis pratiquement une chute progressive jusqu’en 2050 à 4.173 Mds M3, alors que le GECF prévoit une croissance progressive de la demande à 5.360 Mds M3 à cet horizon 2050.

Par contre, dans un autre scénario dit « Announced Pledges » visant une augmentation de la température entre 1,9 degré et 1,5 degré, l’AIEprévoit une nette réduction de la demande gazière à 3.861 Mds M3 en 2030, puis 2.422 Mds M3 en 2050.



(Source : IGU-Global Gas Report 2023)

La compagnie British Petroleum (BP) prévoit de son côté dans les trois scénarios une croissance de la demande en gaz à l’horizon 2030 puis, soit une poursuite de la croissance de la demande en gaz à 4.600 Mds M3 à l’horizon 2050 dans le scenario « New momentum », soit une chute progressive à l’horizon 2050 dans les deux scénarios : « Accelerated »avec 2.422 Mds M3, et « Net Zero » avec 1.658 Mds M3.



(Source : IGU-Global Gas Report 2023)

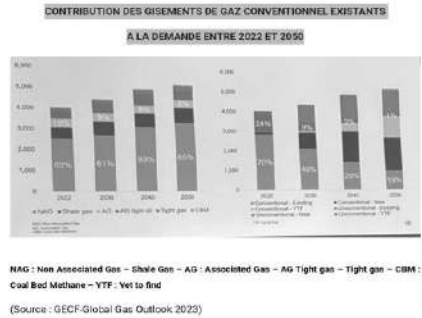
On peut constater aussi que les 3 scénarios du cabinet Rystad Energy sont encore plus pessimistes en matière de demande gazière à l’horizon 2050, tandis que le scénario de base japonais IEE prévoit un accroissement régulier de la demande en gaz, pouvant atteindre 5.600 Mds M3 en 2050 comme le prévoit le GECF.

Le poids du gaz non conventionnel

On note que la part des réserves existantes en gaz conventionnel va passer de 70% à 19% entre 2022 et 2050 et quelle devra par conséquent être remplacée en grande partie par : 57,5% (3.082 Mds M3) en réserves en gaz conventionnel à développer, mais sans précision de la part du GECF de la part des réserves connues à développer et celles à découvrir.

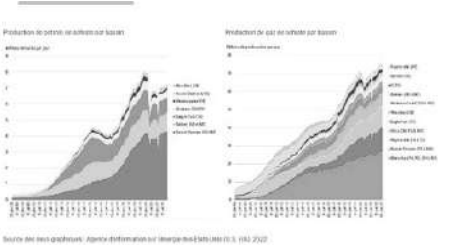
Et 23,5% (1.259 Mds M3)en gaz non conventionnel, en majorité à développer et à exploiter à partir de nouvelles réserves non conventionnelles, mais qui selon notre compréhension sont déjà connues

et classées au moins comme « techniquement récupérables ».Il pourrait s’agir alors de celles des USA, d’Afrique du Nord, du Moyen Orient, de Chine, et d’Argentine. Pour le moment, au-delà des USA, seules la Chine et l’Argentine sont en train de démarrer l’exploitation de ce gaz. L’Arabie Saoudite vient de démarrer aussi son exploitation, dans la mesure où il s’agit du pays du Moyen Orient qui consomme le plus d’hydrocarbures dans son mix énergétique avec la totalité de sa production gazière qui est d’environ120 Mds M3 par an et pas moins de 3,6 millions barils par jour de pétrole. L’Algérie et la Libye qui détiennent encore plus de réserves de gaz non conventionnel prévoient aussi son développement à moyen terme.



Il faut cependant jeter un coup d’œil sur les prévisions de l’AIE qui de son côté publie des prévisions quelque peu contradictoires. Selon cette dernière la production mondiale en « tight gas & Shales gas »en 2022 a atteint 1.174 Mds M3, provenant essentiellement des USA. Il faut rappeler que la production gazière US totale a atteint 1.036 Mds M3 en 2022, dont 818 Mds M3 (79%) non conventionnels.Les 12 bassins US qui renferment des hydrocarbures non conventionnels, comptent environ 37.000 puits horizontaux qui ont produit aussi en 2022 : 7,79 millions de barils de pétrole de schiste par jour, soit l’équivalent de 66% de la production totale desUSA.

Selon l’AIE la production mondiale de gaz non conventionnel devrait donc atteindre : 305 Mds M3 (30%) en 2030 puis 1.064 Mds M3 (26%) en 2050 dans le scenario « Stated Policies ». 041 Mds M3 (27%) en 2030 puis 459 Mds M3 (19%) en 2050 dans le scénario « Announced Pledges ».



Cela nous permet de conclure que selon aussi bien le GECF que l’AIE, le gaz non conventionnel devrait continuer à jouer un rôle important dans le mix énergétique jusqu’à 2030, mais continuerait à être présent jusqu’à 2050 au moins, avec une part qui serait de 19 à 26% en fonction des scénarios qui seront mis en œuvre dans le cadre des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le monde.

Le problème qui demeure posé est « d’où viendra ce gaz et qui en contrôlera la production ?, Amérique du Nord ? MENA ? Chine ? Ou Argentine ? ». Une analyse intéressante à faire en ce moment !

Le poids du GNL

Toujours selon les prévisions du GECF, les échanges gaziers dans le monde seront de plus en plus dominés par le GNLdont la part va doubler pour atteindre 1.110 Mds M3 en 2050, tandis que la part des échanges par gazoduc va se stabiliser en-

tre 450 et 500 Mds M3 entre 2022 et 2050.

Un peu plus de 50% de ce GNL proviendra à parts égales d’Amérique du Nord et du Moyen Orient. L’Afrique devrait augmenter sa part de 9 à 18% entre 2022 et 2050.

2050 : un besoin en investissement de 9.000 milliards de dollars

Selon le GECF il faudra investir à l’horizon 2050 environ 9.000 Mds de dollars dans l’industrie gazière mondiale, dont 8.200 Mds en amont (Exploration, Développement et Production). Mais ce qui est remarquable, concerne surtout la répartition géographique de ces investissement, puisqu’à priori, environ 36% (3.200 Mds \$) de cet investissement devra être consacré au gaz non conventionnel et dont la majeure partie le sera en Amérique du Nord avec environ 1520 Mds \$ et l’Asie Pacifique avec environ 842 Mds \$. Ces projections sont certes en concordance avec le potentiel résiduel et les capacités de production en gaz non conventionnel d’Amérique du Nord, et probablement de la Chine et leurs ressources non conventionnelles, mais elles demeurent très approximatives à notre avis dans la mesure où d’autres ressources non conventionnelles d’Afrique du Nord, d’Argentine, et du Moyen orient sont aussi importantes et candidates à un éventuel développement dans le futur.

La vision globale du GECF

Quel que soit le scénario du GECF ou des autres acteurs et analystes énergétiques, on constate que le gaz naturel va demeurer la ressource énergétique la plus importante au moins à l’horizon 2050, et sera pratiquement le garant d’une transition énergétique avec les énergies renouvelables.

Il faut cependant souligner que les hypothèses du GECF sont nettement plus optimistes que toutes les autres pour la part du gaz naturel. Les mutations en cours en matière de progrès technologique dans le domaine des énergies nouvelles, de l’usage de l’énergie et des modèles de consommation, et par conséquent des politiques énergétiques en vigueur, pourraient impacter tous ces équilibres, même si à priori le gaz naturel demeurera encore pendant plusieurs décennies le point focal de toutes les préoccupations énergétiques à travers le monde surtout en matière d’approvisionnement en appui aux ENR.

Nous reproduisons ci-dessous la traduction des principales conclusions du rapport 2023 du GECF qui devrait en principe être publié au cours du mois de Mars 2024.

La demande mondiale d’énergie primaire augmentera de 20 % entre 2022 et 2050.

La structure du bouquet énergétique mondial se diversifie, la part du gaz naturel atteignant près de 26 % d’ici à 2050.

La demande mondiale de gaz naturel atteindra environ 5 360 milliards de m3 d’ici à 2050, soit 34 % de plus qu’en 2022.

La production de gaz naturel en Afrique devrait croître au rythme le plus rapide, à savoir 3 % par an, et le Moyen-Orient devrait être le moteur de la plus forte croissance, avec 430 milliards de mètres cubes.

La contribution des gisements de gaz naturel conventionnel existants à la production mondiale devrait diminuer, passant de 70 % en 2022 à 19 % en 2050.

À long terme, le commerce mondial de gaz naturel sera dominé par le commerce de GNL, qui devrait doubler pour atteindre 805 Mt en 2050.

Les investissements cumulés nécessaires pour le gaz naturel à l’échelle mondiale jusqu’en 2050 devraient s’élever à 9 000 milliards d’USD, dont 8 200 milliards d’USD pour l’amont et 0,700 milliards d’USD pour l’aval.

Source : Energymagazinedz.com
Références : GECF-Global Gas Outlook 2023 (publication en Mars 2024)
IEA-WorldEnergy Outlook 2023
EIA-World Energy Outlook 2023
IGU-Global Gas Report 2023
BP-Energy Outlook 2023

FINANCEMENT PARTICIPATIF EN TUNISIE

Le crowdfunding s'introduit dans les régions

Le premier forum régional sur le crowdfunding vient d'avoir lieu, à Sousse. Cette manifestation marque le démarrage de la campagne de communication sur les mécanismes de financement participatif dans les régions. Organisé par l'Apii, sous le patronage de la ministre de l'Industrie, ce rendez-vous économique a connu la participation d'un bon nombre de porteurs de projet, responsables et startuppeurs. C'est à Sousse que le premier forum régional sur le crowdfunding a eu lieu, mercredi dernier. Cette manifestation d'envergure marque, en effet, le démarrage de la campagne de communication sur les mécanismes de financement participatif dans les régions. Organisé par l'Apii, sous le patronage de la ministre de l'Industrie, Fatma ThabetChiboub, ce rendez-vous économique a connu la participation d'un bon nombre de porteurs de projet, responsables et startuppeurs. Dans son discours d'ouverture, Chiboub a indiqué que ce forum s'aligne avec la politique nationale de décentralisation inclusive. Elle a affirmé que le crowdfunding représente un instrument de financement adapté permettant aux jeunes entrepreneurs de prendre en main leur destin. «Le financement participatif est bien plus qu'un simple procédé de mobilisation de ressources. Il traduit une véritable révolution dans le monde des affaires et de la finance. Il a permis d'établir des plateformes innovantes et accessibles aux jeunes entrepreneurs souhaitant concrétiser leurs visions et mettre sur pied des projets porteurs. C'est également un instrument financier sûr qui permet aux investisseurs de tout bord de promouvoir des initiatives génératrices de richesses», a-t-elle souligné.

Une réponse aux maux des jeunes entrepreneurs

Selon la ministre, le crowdfunding vient aujourd'hui en réponse aux problèmes de financement rencontrés assez souvent par les jeunes entrepreneurs. «En Tunisie, comme partout ailleurs, la levée de fonds auprès des institutions financières privées et publiques constitue un défi majeur. On le sait tous, l'entrepreneuriat est confronté à des obstacles. Aujourd'hui, ce mécanisme va contribuer à résoudre cette problématique de financement», a-t-elle précisé. Elle a ajouté que le crowdfunding offre une opportunité de financement aux jeunes entrepreneurs quelle que soit leur catégorie socio-professionnelle. Ces opportunités sont d'autant plus importantes —surtout avec l'adoption du nouveau texte sur la promotion de l'investissement— que de nouvelles perspectives peuvent s'ouvrir aux jeunes issus des régions.

MAURITANIE

Ouverture de l'atelier de validation de la stratégie nationale de commercialisation des produits nationaux

Un atelier d'étude et de validation de la stratégie nationale de commercialisation des produits nationaux et leur intégration dans les échanges commerciaux avec le Maghreb et le reste du continent africain s'est ouvert jeudi à Nouakchott.

L'atelier de deux jours, qui a connu la participation d'un certain nombre de départements ministériels et d'organisations de la société civile, vise à promouvoir la commercialisation des produits nationaux sur le continent africain et à leur conférer une valeur ajoutée. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, M. LemrabortOuldBannahi, a indiqué que cet atelier vise à valider la stratégie nationale pour le développement de deux chaînes de valeur relatives au matériel de pêche et aux dattes vertes résistantes aux changements climatiques dans le cadre de la zone de libre-

échange continentale (ZLECAf). L'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange continental ratifié en 2021 est une opportunité pour promouvoir un développement économique participatif et durable, a-t-il ajouté, notant que cet objectif ambitieux nécessite une coopération accrue entre les États parties, ainsi que la mise en œuvre d'un processus de planification stratégique au niveau de chacun d'entre eux. Il a précisé que la Mauritanie a ratifié cet accord dans le cadre de la coopération entre le ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme et l'Organisation des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED).

Pour sa part, le représentant de la CNUCED, M. Robert Hamwey, s'est dit ravi de participer à cet atelier de réflexion et de discussion en vue de préparer une stratégie sectorielle commerciale pour les produits halieutiques et oasiens. Il a souligné que la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la CNUCED coordonnent la mise en œuvre du projet d'assistance technique en vue de soutenir l'inclusion d'initiatives vertes dans les stratégies nationales de mise en œuvre de la ZLECAf au niveau de 20 pays africains, appelant tout le monde à participer activement à une étude approfondie de ces deux secteurs afin d'aboutir à un plan d'action réalisa

EGYPTE

Le FMI augmente son programme d'aide de 5 milliards \$ après une dévaluation de la monnaie

L'accord conclu entre le pays le plus peuplé du monde arabe et l'institution financière multilatérale intervient après un relèvement du taux directeur de la Banque centrale à un record historique de 27,25% et une forte dévaluation de la livre égyptienne. Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, dans un communiqué publié mercredi 6 mars 2024, avoir conclu un accord avec l'Egypte sur le décaissement de 5 milliards de dollars de prêts supplémentaires en faveur de ce pays en proie à de graves difficultés financières. L'annonce de ces prêts supplémentaires qui porteront le montant global du programme d'aide du FMI en faveur de l'Egypte à 8 milliards de dollars, intervient

après la dévaluation de 38% de la livre égyptienne par rapport au dollar américain décidée mercredi par la Banque centrale. Parallèlement à cette dévaluation, la Banque centrale égyptienne a augmenté, à l'issue d'une réunion surprise de son Comité de politique monétaire, son taux directeur de six points de pourcentage à un record historique de 27,25%. Ces mesures de politiques monétaires font suite à la récente annonce faite par les Emirats arabes unis d'un investissement de 35 milliards de dollars dans des mégaprojets touristiques et urbains en Egypte. Ce montant colossal devrait contribuer à résoudre la crise des devises étrangères dont souffre le pays

le plus peuplé du monde arabe, qui est confronté à des difficultés financières croissantes consécutives aux chocs liés à la pandémie de covid-19, à la guerre en Ukraine et au conflit au Proche-Orient. Les attaques menées par les rebelles Houthis du Yémen contre les navires en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, « en signe de solidarité » avec le mouvement palestinien, ont fait chuter les revenus en dollars du canal de Suez, passage crucial pour le commerce mondial, « de 40 à 50% » depuis le début de l'année. Le Caire avait conclu un accord sur un programme d'aide de 3 milliards de dollars sur 46 mois avec le FMI en décembre 2022. Mais les deux premières revues

de ce programme ont été reportées, en raison du retard pris par les autorités égyptiennes dans la mise en œuvre de certaines réformes délicates comme la flexibilité totale du taux de change. Le Premier ministre égyptien, Mostafa Madbouly, a par ailleurs annoncé, lors d'une conférence de presse tenue mercredi, que le Caire devrait obtenir un financement supplémentaire d'environ 1,2 milliard de dollars du FMI au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), un mécanisme de prêt lancé en 2022 par l'institution financière multilatérale pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à relever les défis structurels à long terme tels que le dérèglement climatique.

ARABIE SAOUDITE

Ryad transfère encore des actions d'Aramco à son fonds souverain, à hauteur de 8%

L'Arabie saoudite a annoncé ce jeudi le transfert d'une nouvelle tranche d'actions du géant pétrolier saoudien Aramco à des entreprises détenues par son fonds souverain, cette fois de 8%. Une opération qui s'inscrit, comme précédemment, dans sa stratégie visant à diversifier son économie et réduire sa dépendance au pétrole. L'Arabie saoudite a déjà précédemment transféré à son fonds souverain deux premières tranches d'actions en 2022 et 2023, à peu près à la même époque, de 4% chacune. L'Arabie saoudite a déjà précédemment transféré à son fonds souverain deux premières tranches d'actions en 2022 et 2023, à peu près à la même époque, de 4% chacune. (Crédits : Ahmed Jadallah) L'Arabie saoudite s'est

délestée d'une partie des actions qu'elle détient au sein du géant pétrolier Aramco. 8% précisément, qu'elle a transférés « à des sociétés appartenant à 100% au Fonds d'investissement public (PIF) », comme l'a indiqué l'agence de presse officielle SPA ce jeudi 7 mars. Ce fonds - dirigé par le prince héritier, et dirigeant de facto du royaume, Mohammed ben Salmane - détient donc désormais 16% du capital de la compagnie pétrolière publique. L'État saoudien en reste néanmoins le principal actionnaire après ce transfert, avec une participation de 82,186%, Un transfert de ce type à cette période est finalement presque une habitude pour l'Arabie saoudite. La monarchie pétrolière a en effet déjà précédemment transféré à son fonds souverain

une première tranche d'actions en 2022, à peu près au même moment de l'année, de 4%. Suivie d'un deuxième transfert en avril 2023, pour un même nombre d'actions, représentant près de 80 milliards de dollars au cours de l'époque.

Diversifier l'économie du royaume

Aramco, entreprise auparavant totalement étatique, a été introduite en grande pompe en Bourse à Ryad en décembre 2019. La cotation de 1,7% des actions du mastodonte de l'or noir avait rapporté 29,4 milliards de dollars au royaume. C'est d'ailleurs encore actuellement le principal pourvoyeur de revenus du royaume saoudien pour alimenter son budget pu-

blic. Cette nouvelle opération « s'inscrit dans le prolongement des initiatives à long terme de l'Arabie saoudite visant à stimuler et à diversifier l'économie (...) dans le cadre de la Vision 2030 », a affirmé SPA. Elle « renforcera également la solidité de la position financière et la cote de crédit du PIF », a-t-elle ajouté. Le royaume souhaite en effet sortir de sa dépendance à l'or noir, d'où ce transfert des parts pour alimenter son fonds souverain. Ainsi, les recettes d'Aramco financeront le vaste programme de réformes économiques et sociales souhaité par le prince héritier et baptisé « Vision 2030 ». Ce dernier vise à préparer le royaume à l'après-pétrole en le transformant en un centre d'affaires, de tourisme et de sport.

BURKINA FASO

Le FMI anticipe des perspectives économiques favorables en raison des réformes mises en place

Les efforts des autorités burkinabè pour contrer le terrorisme et sécuriser les territoires devraient porter leurs fruits, avec une prévision de croissance du PIB à 5,5% en 2024, selon le FMI.

Le Fonds monétaire international (FMI) anticipe des perspectives économiques favorables en faveur du Burkina Faso en raison des réformes mises en place par la Transition. C'est ce qui ressort d'un communiqué de l'institution publié le jeudi 7 mars 2024. Lors d'une mission d'une semaine à Ouagadougou dans le cadre de la première revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), Martin Schindler, chef de mission a déclaré que « les efforts déployés pour lutter contre le terrorisme et sécuriser les territoires qui n'étaient pas sous le contrôle de l'Etat devraient bientôt porter leurs fruits », tout en estimant que la croissance du PIB réel du pays devrait s'établir à 5,5% cette année contre 3,6% estimé en 2023. Le Burkina Faso est aux prises avec une crise sécuritaire alimentée par les groupes armés terroristes dans la région nord. Le capitaine Ibrahim Traoré, prési-

dent de la Transition, a donc fait de la lutte contre le terrorisme une priorité. De ce fait, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre notamment le Fonds de soutien patriotique qui vise à favoriser le rétablissement et le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national. De plus, la part du budget de l'Etat allouée aux secteurs de la défense et de la sécurité est passée de 12,49% en 2016 à 28,42% en 2023 pour se situer à 29,49% en 2024, selon les données du ministère des Finances. En ce qui concerne la mise en œuvre du programme FEC, l'institution de Bretton Woods soutient que tous les indicateurs quantitatifs et la plupart des repères structurels ont été atteints. « Nous saluons les efforts considérables déployés par les autorités pour mettre en œuvre des réformes et des ajustements macroéconomiques essentiels dans un

environnement très difficile, caractérisé par des coûts d'emprunt élevés, l'incertitude politique, des conditions de sécurité fragiles dans certaines parties du territoire et l'insécurité alimentaire », a indiqué M. Schindler. Il a par ailleurs ajouté que la politique budgétaire du pays reste axée sur la convergence progressive vers un déficit de 3 % du PIB, d'ici 2027, avec une estimation à environ 5,5 % du PIB pour cette année. A l'issue de cette mission, les autorités burkinabè et les services du FMI sont parvenus à un accord de principe pour un décaissement de 32 millions \$ au titre de la FEC. Cet accord quadriennal de 302 millions \$, approuvé en septembre 2023, a pour but d'aider le pays à « résoudre les problèmes prolongés de balance des paiements, à parvenir à une stabilisation macroéconomique, à atténuer l'impact des chocs actuels sur les plus vulnérables et à réduire la pauvreté »

GUINÉE

Diaouné Agro-Industrie envisage d'investir 11 millions \$ dans une usine de transformation d'anacarde

En Guinée, la noix de cajou est le principal produit agricole d'exportation. Comme dans la majorité des pays producteurs d'Afrique de l'Ouest, le faible niveau de transformation de la noix offre des opportunités d'investissement pour les opérateurs locaux et étrangers. En Guinée, la société Diaouné Agro-Industrie, principal transformateur de noix de cajou du pays, prévoit de construire une nouvelle usine dans la ville de Boké dans le Nord du pays. L'annonce a été faite au cours de l'édition 2024 du « Guinea Investment Forum »,

(GUIF) qui s'est tenu les 5 et 6 mars dernier à Conakry. D'un coût total de 11 millions \$ ce nouveau projet sera cofinancé à parts égales par l'Agence américaine de financement pour le développement international (DFC) et l'entreprise elle-même. Selon les informations relayées par les médias locaux, les deux parties ont d'ailleurs signé un accord de financement à cet effet. L'usine sera équipée pour traiter 10 000 tonnes de noix de cajou par an et est prévue pour employer 512 personnes une fois en activité. Plus large-

ment, ce nouvel investissement devrait permettre à Diaouné Agro-industrie d'accroître sa capacité de traitement d'anacarde en Guinée. En effet, l'entreprise exploite déjà depuis 2019 une usine de transformation de la même capacité sur un site basé dans la ville de Kankan. « Ce partenariat financier avec DFC, renforce notre positionnement sur le marché de l'anacarde. Il s'agit également d'une formidable opportunité pour agrandir notre maillage territorial afin de faire de Diaouné Agro-Industrie une référence mondiale dans la

transformation d'anacarde et de garantir des débouchés pour les producteurs locaux », a déclaré Mohamed Diaouné, président de l'entreprise. En Guinée, la production de noix de cajou brute s'élevait à 30 000 tonnes en 2021, selon les données compilées par l'Alliance africaine du cajou (ACA). D'après les données du Centre du commerce international (ITC), les recettes d'exportations de la noix ont été en moyenne de 59 millions \$ par an entre 2016 et 2020.

GAMBIE

La BAD accorde un financement supplémentaire de 16 millions \$ pour renforcer l'agriculture et la sécurité alimentaire

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé, le 4 mars 2024 à Abidjan, un financement supplémentaire de 16,08 millions de dollars américains à la Gambie pour poursuivre la mise en œuvre du Projet d'agriculture et de sécurité alimentaire lancé en 2021. Le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GASFP, sigle en anglais), un fonds multilatéral qui vise à améliorer les re-

venus et la sécurité alimentaire des populations pauvres dans les pays en développement en accroissant le volume et la qualité des investissements réalisés dans les secteurs public et privé, est le principal contributeur de ce nouvel appui financier au projet, dont les objectifs demeurent les mêmes que ceux fixés au début du projet : accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les revenus des ménages vulnérables. La zone de couverture géographique

du projet reste la même : il s'agit des cinq régions administratives ciblées, à savoir Central River, Upper River, North Bank, Lower River et West Coast. Dans le cadre de la production de produits alimentaires locaux résistants au climat dans ces régions, les superficies de culture des végétaux au titre du programme vont désormais passer de 100 hectares (ha) à 150 ha, celle des cultures de montagne (arachides, maïs, mil, niébé, findi) de 1500 à 3000

ha et celle du riz de 3000 à 4500 ha. Compte tenu du soutien accru apporté aux intrants grâce au financement supplémentaire, la productivité connaîtra une hausse. Les rendements de riz devraient ainsi passer de 2 000 à 2500 tonnes à l'hectare (t/ha), ceux de maïs de 1800 à 2000 t/ha. Dans l'ensemble, le nombre de petits exploitants agricoles bénéficiant directement de l'appui du projet devrait augmenter et passer de 10 000 à 18 000 personnes (50 % de jeunes et 52 % de femmes).

CÔTE D'IVOIRE

Le Japon octroie 17 millions \$ en soutien au développement du terminal céréalier du port d'Abidjan

La Côte d'Ivoire est l'un des principaux importateurs de céréales en Afrique de l'Ouest avec le Nigeria et le Sénégal. Depuis 2020, le pays a entamé un projet de construction et de développement d'un nouveau terminal céréalier dans le port d'Abidjan pour en améliorer la capacité de manutention. En Côte d'Ivoire, Kacou Léon Adom, ministre des Affaires étrangères a signé le 7 mars un accord de financement de 10,2 milliards Fcfa (17 millions \$) avec Ikktai Katsuya, l'Ambassadeur du Japon près le pays. Cette enveloppe est destinée à financer la deuxième phase de développement du projet de construction du nouveau terminal céréalier du port d'Abidjan entré en service en mai 2023. Selon les informations relayées par l'Agence ivoirienne de presse (AIP), ce nouvel appui financier vise spécifiquement la construction de la Tour de surveillance, indispensable pour la gestion du terminal céréalier. « Ce prêt s'inscrit dans le souci d'apporter une réponse à la demande croissante d'approvisionnement en céréales aussi bien en Côte d'Ivoire que dans les pays de l'hinterland de la région sahélienne et de stimuler la distribution de denrées alimentaires dans la sous-région », a indiqué M. Ikktai. Construit sur une superficie de 9,5 hectares, le nouveau terminal céréalier du port d'Abidjan peut accueillir de grands navires dont la charge utile va de 55 000 à 70 000 tonnes. Il faut rappeler que la première phase de réalisation de ce projet avait coûté environ 70 milliards Fcfa (116,7 millions \$). En 2021, la Côte d'Ivoire a importé plus de 2,3 millions de tonnes de céréales, dont 60 % de riz, selon les données compilées par la BCEAO.

POINT-MARCHÉS

Clôture mitigée en Europe, Wall Street volatile après l’emploi américain

Wall Street était ordre dispersé vendredi en fin de matinée à New York après la publication d'un rapport mitigé sur l'emploi américain, tandis que les Bourses européennes, hormis le CAC 40 et le Stoxx 600, ont terminé en léger repli une séance volatile où les indices ont inscrit des records.

À Paris, le CAC 40 a fini sur un gain de 0,15% à 8.028,01 points, après avoir touché un sommet sans précédent à 8.048,09. Le Dax allemand, monté la veille à un pic record de 17.879,11 points, a terminé vendredi en repli de 0,16%. Le Footsie britannique, plombé par les valeurs industrielles (-0,15%), notamment Melrose Industries (-2,49%), a abandonné 0,43%. L'indice EuroStoxx 50 a reflué de 0,21% et le FTSEurofirst 300 de 0,02%. Le Stoxx 600, tiré par la finance (+1,0%), a lui aussi atteint un record en séance à 504,6 points, avant de réduire ses gains en clôture à 0,03%. Sur l'ensemble de la semaine, le CAC 40 a gagné 1,18% et le Stoxx 600 1,15%. Au moment de la clôture en Europe, le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq, qui ont tous deux touché des sommets inédits en séance, reculent désormais respectivement de 0,09% et de 0,32%, tandis que le Dow Jones progresse de 0,21%. Les trois indices ont été une partie de la séance dans le vert. Le sentiment du marché est mitigé après le rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis, qui montre une remontée du taux de chômage à 3,9% en février et un ralentissement de la croissance des salaires à 0,1% sur un mois, mais une accélération des créations de postes à 275.000. "Globalement, c'est un résultat plutôt accommodant car nous avons enregistré des hausses de salaires à un rythme plus lent", souligne cependant Cameron Dawson, directeur des investissements chez NewEdge

Wealth. En zone euro, où la Banque centrale européenne (BCE) a opté jeudi, comme prévu, pour le statu quo sur ses taux, les gouverneurs des banques centrales d'Allemagne, de France, de Finlande et de Lituanie ont évoqué vendredi la possibilité que la BCE réduise prochainement les coûts d'emprunt. Certains responsables de la BCE plaident même, de manière informelle, pour une baisse du loyer de l'argent en juin et en juillet, ont rapporté à Reuters des sources.

Valeurs en Europe
Vivendi a abandonné 2,29% après la publication de ses résultats annuels et l'absence d'informations supplémentaires sur son projet de scission en quatre sociétés distinctes, dont le groupe étudie toujours la faisabilité. HelloFresh a dévissé de 42,1% après la révision de ses prévisions à moyen terme. DS Smith a bondi de 5,16% après une offre de rachat de 5,14 milliards de livres formulée par le groupe britannique d'emballage Mondi (-2,28%).

Les indicateurs du jour
Les prix à la production en Allemagne ont affiché en janvier un recul moins marqué que prévu sur un an, de 4,4%, selon l'Office fédéral de la statistique. La production industrielle allemande a augmenté plus que prévu en janvier, de 1,0% par rapport au mois précédent, a annoncé

l'Office fédéral de la statistique. L'économie de la zone euro est restée stable au quatrième trimestre, selon l'estimation définitive du produit intérieur brut (PIB) publiée par Eurostat.

Changes
L'indice du dollar, en repli vendredi de 0,03% et d'environ 1,2% sur l'ensemble de la semaine, s'acheminait vers sa plus forte baisse hebdomadaire depuis la mi-décembre. Le billet vert réagit aux anticipations de baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, consécutives aux propos de Jerome Powell, le président de la Fed, et aux derniers indicateurs macroéconomiques. L'euro s'affiche à 1,0938 dollar (-0,07%) après les différentes déclarations des membres de la BCE. Le yen avance de 0,56% à 147,2 pour un dollar alors que la Banque du Japon (BoJ) pourrait mettre fin à ses taux négatifs en mars, selon des sources. Le bitcoin a touché un pic historique à 70.175 points à la faveur de l'engouement pour les ETF au comptant adossés à la cryptomonnaie, qui ont été approuvés récemment aux Etats-Unis.

Taux
Le rendement du Bund allemand à dix ans a

reculé d'environ trois points de base, à 2,267%, et celui à deux ans, plus sensible aux anticipations sur les taux, a reflué de 6,4 points, à 2,7372%, alors que le marché parie désormais avec une probabilité de 98% sur une baisse des coûts d'emprunt en zone euro en juin. Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans est quasiment stable, à 4,0943%, tandis que celui à deux ans, décline de trois points à 4,484%, les traders évaluant à 81,1% la probabilité d'une baisse des taux de la Fed en juin, contre une probabilité de 74,4% avant la publication du rapport sur l'emploi, selon le baromètre FedWatch de CME Group. Pétrole Les cours pétroliers sont volatils vendredi mais se dirigent vers un repli hebdomadaire en raison des inquiétudes sur la demande chinoise de brut. Le Brent reflue de 0,81% à 82,29 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) perd 0,98% à 78,16 dollars. Les deux références du pétrole perdent à ce stade respectivement 0,6% et 1,3% sur l'ensemble de la semaine.

La Bourse de Tokyo assombrie par le renforcement du yen

La Bourse de Tokyo subissait des vents contraires vendredi 8 mars au matin, tiraillée entre la hausse de Wall Street la veille et la nette remontée du yen sur fond de spéculations quant à la prochaine normalisation monétaire de la Banque du Japon (BoJ). L'indice vedette de la place nipponne gagnait 0,1% à 39.639,87 points après 00h30 GMT, tandis que l'indice élargi Topix lâchait 0,12% à 2.715,19 points. La devise japonaise évolue à son plus haut niveau depuis un mois face au dollar, fortifiée par les attentes du marché d'une fin prochaine des taux négatifs de court terme que la BoJ a mis en place en 2016. Jeudi, un membre du conseil des gouverneurs de la BoJ, Junko Nakagawa, a ainsi estimé que l'économie japonaise se rapprochait de l'objectif d'une inflation à 2% poursuivi par la banque centrale, ouvrant la voie à des hausses de taux. La hausse du yen, facteur défavorable pour les résultats à l'étranger des groupes exportateurs nippons, pénalisait notamment les constructeurs automobiles.

Nikon flashe sur le cinéma
Le groupe japonais Nikon (-0,8%) a annoncé jeudi avoir accepté d'acquérir la totalité du fabricant américain de caméras haut de gamme RED Digital Cinema, loué par des productions hollywoodiennes pour la qualité de ses images. Ce rachat doit ouvrir les portes du cinéma à Nikon, déjà présent dans les appareils photo, les équipements d'imagerie pour la santé et l'électronique. Le yen poursuit son ascension Le yen montait encore face au dollar, à 147,59 yens pour un dollar vers 00h40 GMT, contre 148,05 yens jeudi à 21h00 GMT. La monnaie européenne reculait aussi par rapport à la devise japonaise, à raison d'un euro pour 161,68 yens contre 162,08 yens la veille. L'euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0955 dollar, contre 1,0948 dollar jeudi. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain gagnait 0,44% à 79,28 dollars vers 00h30 GMT.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Mars 2024					
Valeur : 08 Mars 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2867	134.3017
1	EUR	EURO		145.8219	145.8651
1	GBP	POUND STERLING		170.6962	170.7370
100	JPY	JAPANESE YEN		89.8660	89.8820
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6540	18.6566
1	CHF	SWISS FRANC		151.8908	151.9250
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.8492	98.8967
1	DKK	DANISH KRONE		19.5722	19.5772
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9483	12.9520
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7175	12.7222
1	AED	UAE DIRHAM		36.5605	36.5666
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8041	35.8100
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.4209	436.6115
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8938	43.3249
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3637	13.3652
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7509	27.8929
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5357	3.5361
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.3394	178.3394

CAC 40 : Termine en vert, signe deux nouveaux records absolus

La bourse de Paris achève cette dernière séance de la semaine sur un gain limité de 0,15%, à 8028 points, portée par Edenred (+1,9%) et Keirring (+1,4%) notamment. Ce niveau de clôture constitue un record historique pour l'indice parisien qui, quelques heures plus tôt, avait déjà signé un nouveau record absolu à 8048 points. Au cours de la semaine écoulée, Paris s'arroge près de 1,3% et signe un gain de 6,5% depuis le début de l'année.

D'un point de vue technique, si l'engouement se poursuit, la hausse actuelle du CAC 40 pourrait se poursuivre en direction des 8.250 avant d'être sujet à une respiration', estime ainsi Jérémie Delsol, responsable de l'analyse macroéconomique, marchés et cryptomonnaies chez Admirals. Aux Etats-Unis, le NFP est apparu supérieur aux attentes avec une accélération inattendue des créations d'emplois à 275.000: le département américain du Travail a en revanche

fortement révisé à la baisse l'estimation de janvier, à 229.000 contre 353.000 initialement. Le taux de chômage est remonté à 3,9% en février contre 3,7% le mois précédent, tandis que la hausse du salaire horaire moyen a ralenti, à 0,1% sur un mois et 4,3% sur un an, ce qui est rassurant. Les T-Bonds US restent quasi inchangés autour de 4,09%, les Bunds et les OAT effacent -4Pts à 2,255% et 2,700% respectivement. L'Once d'or pulvérise un nouveau re-

cord absolu à 2.185\$/Oz, le Bicoïn a connu une séquence 'portes de saloon' avec un record vers 70.160\$ avant une rechute de -400\$ ver 66.180\$. Dans l'actualité des sociétés françaises, Stef publie au titre de l'année 2023 un résultat net part du groupe (RNPG) de 191,6 millions d'euros, à comparer à 146,4 millions l'année précédente, ainsi qu'un résultat opérationnel courant en hausse de 6,1% à 247,3 millions. Rubis publie un résultat net part du

groupe (RNPG) record à 354 millions d'euros pour l'année écoulée, en croissance de 35% malgré les effets de change négatifs, ainsi qu'un résultat brut d'exploitation record, en progression de 19% à 798 millions. Savencia Fromage & Dairy publie un résultat net part du groupe (RNPG) de 96,5 millions d'euros au titre de 2023, contre 68 millions l'année précédente, malgré un résultat opérationnel courant en retrait de 9,1% à 212,9 millions.

ALLEMAGNE

Les commandes industrielles dégringolent en janvier

Cet indicateur clef pour le secteur manufacturier a plongé de 11,3% sur un mois, après un rebond surprise de 12,0% en décembre lié à l'effet de grosses commandes exceptionnelles.

Les commandes à l'industrie allemande ont fortement chuté en janvier dans la première économie européenne engluée dans un ralentissement général de son activité, selon les chiffres publiés jeudi par l'institut des statistiques Destatis. Cet indicateur clef pour le secteur manufacturier, pilier de l'économie allemande, a plongé de 11,3% sur un mois, après un rebond surprise de 12,0% en décembre lié à l'effet de grosses commandes exceptionnelles, d'après les données révisées de Destatis. "En janvier 2024, le volume des grosses commandes est revenu à un niveau moyen", explique Destatis.

Baisse de la demande mondiale

L'indicateur diminue globalement depuis l'été 2021, les commandes à l'industrie allemande subissant la baisse de la

demande mondiale notamment due à l'inflation et à la hausse des taux d'intérêt. Une comparaison sur trois mois des prises de commandes entre novembre 2023 et janvier 2024 fait apparaître une hausse de 2,3 % par rapport aux trois mois précédents. Ce n'est "pas encore assez pour inverser la tendance baissière des derniers trimestres", commente Jens-Oliver Niklasch, économiste à la banque LBBW, dans une note.

"L'économie reste dans un creux", ajoute-t-il.

Dans le détail, le recul est particulièrement prononcé dans la fabrication de matériel électrique (-33%), le matériel de transport (en particulier les avions, navires et trains (-27%) et la fabrication de produits métalliques (-14,5%).

Les commandes de la zone euro plongent

Dans l'industrie automobile, en revanche, les entrées de commandes ont augmenté de 4,2% en janvier après avoir chuté le mois précédent. Les commandes en provenance de la zone euro ont plongé de 25,7%. En revanche, les commandes en provenance de l'étranger hors zone euro ont progressé de 1,6%. L'Allemagne a connu l'une des plus mauvaises performances économiques de la zone euro en 2023 avec une contraction du PIB de 0,3% et une fin d'année particulièrement mauvaise. L'activité économique est plombée par les difficultés de l'industrie qui souffre de prix d'énergie et de taux d'intérêt élevés, ainsi que du ralentissement de la demande chez ses grands clients comme la Chine.

REVENANT À 2,6% SUR UN AN
L'inflation a poursuivi son reflux dans la zone euro en février

La modération des prix du pétrole et du gaz, ainsi qu'une croissance faible ont freiné la hausse des prix dans les magasins. L'inflation a poursuivi son reflux dans la zone euro en février, revenant à 2,6% sur un an. L'inflation qui a ravagé l'économie européenne s'est de nouveau atténuée en février, en tombant à 2,6%. La modération des prix du pétrole et du gaz, ainsi qu'une croissance faible ont freiné la hausse des prix dans les magasins. L'inflation alimentaire est passée de 5,6% à 4%, offrant un certain soulagement aux personnes aux revenus modestes qui consacrent une plus grande partie de leur salaire aux produits de première nécessité que les plus aisés. L'inflation en zone euro est désormais bien en dessous de son pic de 10,6 % d'octobre 2022, chiffre qui avait été atteint après que la Russie ait coupé la plupart de ses approvisionnements en gaz naturel et fait grimper les prix de l'énergie. Toutefois, l'objectif fixé par la Banque centrale européenne d'une l'inflation à 2%, prend du temps et n'est pas encore atteinte.

INFLATION

Le Portugal annonce 2,4 milliards d'euros d'aides pour les ménages

Le gouvernement portugais a dévoilé un train de mesures pour aider les ménages à faire face à l'inflation, à hauteur de 2,4 milliards d'euros, qui passeront notamment par une baisse des impôts sur l'énergie. L'exécutif socialiste prévoit également une aide directe aux familles et une augmentation extraordinaire des pensions de retraite, a précisé le Premier ministre Antonio Costa lors d'une conférence de presse. Ce programme de huit mesures baptisé "les familles

d'abord" a été chiffré à 2,4 milliards d'euros (soit environ 1% du PIB du pays) et vient s'ajouter au montant de 1,6 milliard d'aides déjà déboursés jusqu'à septembre. "Cela fait trente ans que nous n'avons pas vu une augmentation du coût de la vie aussi nette et soudaine", a fait valoir M. Costa, tout en préconisant "beaucoup de prudence pour ne pas nourrir une spirale inflationniste". Le gouvernement prévoit ainsi de verser un chèque de 125 euros par personne, majoré de 50 euros pour chaque enfant,

aux Portugais gagnant jusqu'à 2 700 euros bruts mensuels. Les retraités toucheront un supplément équivalent à la moitié de leur pension mensuelle. L'exécutif, fort d'une majorité absolue au Parlement, demandera aux députés de voter une réduction de la TVA sur l'électricité, de 13 à 6%, et prolongera jusqu'à la fin de l'année la baisse des impôts sur les carburants déjà en vigueur. M. Costa a également annoncé pour l'année prochaine un plafonnement de la hausse des loyers à 2% et le gel des tarifs

des transports en commun. Au Portugal, les prix à la consommation ont progressé en août de 9% sur un an, selon une estimation provisoire de l'Institut national des statistiques. Le gouvernement annoncera prochainement des aides pour les entreprises, qui seront arretées après la réunion des ministres européens de l'Énergie, prévue vendredi à Bruxelles, pour faire face à l'envolée des prix de l'électricité. Le gouverneur de la Banque du Portugal Mario Centeno

avait mis en garde vendredi contre le risque de "promouvoir des mesures pro-cycliques", qui viendraient favoriser l'inflation, dans un contexte "de croissance économique avec un chômage historiquement bas" et des salaires en hausse "de 4% en moyenne environ". Le PIB du Portugal a stagné au deuxième trimestre par rapport aux trois premiers mois de l'année, tout en progressant de 7,1% sur un an, tandis que le taux de chômage a continué de reculer en juillet, à 5,9%.

ESPAGNE

La consommation des ménages reste le principal facteur de croissance

Au troisième trimestre 2023, la croissance espagnole s'est légèrement modérée à 0,3% t/t. Elle a été principalement portée par la consommation des ménages, elle-même soutenue par la résilience du marché du travail et la progression des salaires réels. Après une remontée au cours du second semestre (de 1,6% a/a en juin à 3,3% en décembre selon la mesure harmonisée), l'inflation devrait de nouveau baisser en 2024 et s'inscrire en dessous de la cible de 2% dès le T3. Nous prévoyons que la croissance reste modérée en fin d'année 2023 et début 2024 (0,2% t/t), avant de redevenir plus franchement positive.

L'Espagne restera l'un des moteurs de la zone euro pour une année supplémentaire – avec une croissance attendue de 1,5% en moyenne annuelle contre 0,6% pour la zone euro.

Croissance et inflation

La fin de l'année 2023 en Espagne fut rythmée par des actualités d'ordre politique. Quatre mois après les élections générales anticipées et l'échec d'Alberto NúñezFeijóo à obtenir l'investiture du Congrès des députés, Pedro Sánchez a finalement été reconduit à la tête du gouvernement. Cette réélection a été rendue possible

par le soutien des partis régionaux – dont les indépendantistes catalans –, ainsi que par l'accord de coalition négocié entre le parti socialiste (PSOE) et l'alliance de partis de gauche, Sumar. Des risques d'instabilité politique demeurent néanmoins présents, la position minoritaire du gouvernement au parlement étant à même de le rendre vulnérable aux demandes des petits partis de l'opposition. L'approbation par le Parlement de la prolongation des mesures fiscales anticrise en place depuis novembre 2022, sur la première partie de l'année 2024, apporte également son lot de surprises. Ces mesures comprennent notamment

la hausse progressive des impôts sur l'énergie mais le maintien de la réduction de la TVA sur les aliments de base, la prolongation pendant un an de plus du rabais sur la tarification des transports urbains, et la prolongation du mécanisme permettant aux ménages endettés à taux variables de restructurer leurs prêts en taux fixes sans payer de commission supplémentaire. Bien qu'elles soient amenées à disparaître au cours du premier semestre, ces dispositions permettront de maintenir une inflation modérée et d'apporter un soutien aux ménages.

L'Europe a la preuve que la Chine aide ses constructeurs

La Commission européenne a déclaré qu'elle avait trouvé des preuves d'aides financières directes du gouvernement chinois à l'égard de ses constructeurs nationaux pour soutenir l'exportation de voitures électriques en Europe. Dans le cadre de son enquête sur d'éventuelles aides financières accordées par la Chine à ses constructeurs nationaux pour exporter et commercialiser des voitures électriques à bas prix en Europe, la Commission européenne affirme avoir récolté des preuves de « transferts directs de fonds » et « d'autres mécanismes financiers » jugés déloyaux – illégaux ? – et susceptibles de faire l'objet de sanctions financières. La Commission européenne envisage donc la possibilité d'instituer des droits de douane à l'égard des voitures électriques chinoises importées en Europe afin de protéger l'industrie automobile européenne. Si l'enquête en cours devrait être terminée en novembre 2024, l'Union Européenne pourrait déjà imposer des droits de douane dès juillet avec la possibilité d'appliquer ces mesures de manière rétroactive. Toutefois, l'UE a déclaré qu'elle n'était pas encore capable d'estimer le montant que ces droits rétroactifs pourraient représenter.

Quelles preuves ?

Selon l'enquête diligentée par la Commission européenne, trois types d'aides financières destinées à soutenir les exportations de voitures électriques chinoises vers l'Europe auraient été détectés :

- La fourniture de biens et de services par les pouvoirs publics moyennant une rémunération insuffisante
- L'abandon ou la non-perception de recettes publiques (liées à la production et l'exportation de VE chinois destinés au marché européen, ndlr)
- Des transferts directs de fonds et des transferts directs potentiels de dettes et de fonds

Ces différentes mesures du gouvernement chinois constitueraient – si elles sont avérées, comme l'affirme la Commission – des formes de subventions déloyales et justifieraient des mesures protectionnistes de la part de l'UE à l'égard de son industrie automobile.

Protéger les constructeurs européens

Dans un contexte de diminution de la demande pour des véhicules électriques en Europe, les importations massives de VE chinois – principalement BYD et MG (marque du groupe SAIC) – représentent une menace directe pour les constructeurs européens qui peinent à écouler leur propre production d'une part, et à proposer des tarifs compétitifs face aux prix de ventes particulièrement abordables des modèles chinois. Une tarification ultra-compétitive qui s'expliquerait donc – selon l'enquête de la Commission européenne – par des aides financières déloyales de la Chine à l'égard de ses constructeurs nationaux. La nuance est d'importance puisque la CE ne mentionne pas de marques à proprement parler et encore moins des constructeurs tels que BMW, Dacia (Renault), Polestar, Tesla ou Volvo notamment, qui importent eux aussi des voitures électriques produites en Chine. Si dans le cas de la Dacia Spring, on peut parler de tarifs très compétitifs, les autres marques ne peuvent se targuer de vendre leurs modèles – estampillés premium – à des prix similaires à leurs concurrentes chinoises.

Hausse de 14 % des importations chinoises

Selon la Commission européenne, les importations chinoises « massives dans un laps de temps relativement court » représenteraient un danger pour les constructeurs européens et l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement liée à la production des VE, donc sur les emplois qui y sont liés. En effet, les marques chinoises auraient importé 177.839 voitures électriques sur la période allant d'octobre 2023 à janvier 2024, soit 11 % de plus que sur la période courant d'octobre 2022 à septembre 2023. Globalement, l'enquête révèle également que les importations chinoises auraient augmenté de 14 % sur la période octobre à janvier entre 2022-2023 et 2023-2024.

NOUVEAU SKODA KODIAQ 2024 le grand SUV thermique n'est pas donné !

Skoda ouvre les commandes de la seconde mouture du Kodiah. La gamme est pour l'instant réduite à une finition et à deux motorisations essence et diesel de 150 ch.



En octobre dernier, Skoda dévoilait la seconde génération de son SUV familial à 7 places Kodiaq. Aujourd'hui la marque tchèque ouvre les commandes, les premières livraisons auront lieu en mai.

Une seule finition pour commencer

Au lancement, la gamme du Skoda Kodiaq sera restreinte. L'offre laissera tout de même le choix entre des versions à 5 et à 7 places ainsi que sous le capot entre un moteur essence 1.5 TSI Evo2 fort

de 150 ch et un bloc diesel 2.0 TDI de même puissance. Dans les deux cas, la boîte de vitesses DSG 7 officie.

Skoda annonce une consommation mixte de 5,9 l aux 100 km pour la version essence et de 5,3 l aux 100 km pour le diesel. Une version hybride rechargeable baptisée Skoda Kodiaq iV (cumulant une puissance de 204 ch) dont le rayon d'action 100% électrique sera de plus de 100 km viendra coiffer la gamme dans le courant de l'année. Toutefois, en raison de la pré-

sence des batteries sous le plancher du coffre, elle ne sera proposée qu'en version à 5 places uniquement.

Par ailleurs pour les autres motorisations, Skoda précise que le passage de 5 à 7 places engendre un surcoût de 1 080 €. Un seul niveau de finition – baptisée Selection – est pour l'instant au programme même si ce dernier permet 5 univers de design intérieur différents, 7 dessins de jantes de 17 à 20 pouces et 9 teintes de carrosseries.

Les équipements de série du nouveau Skoda Kodiaq

Dans le détail, tous les Skoda Kodiaq seront équipés de série du Digital Cockpit sur une dalle de 10,25 pouces de diagonale personnalisable, de la banquette arrière 40/20/40 rabattable et coulissante sur 18 cm, de la climatisation à régulation automatique tri-zone "Climatronic®", de la Phonebox (recharge induction réfrigérée pour 2 téléphones délivrant jusqu'à 15W) du hayon de coffre électrique et des sièges avant chauffants.

Le Skoda Kodiaq dispose des aides à la conduite et équipements de sécurité suivants : le Front Assist, les radars de stationnement avant et arrière et la caméra de recul, le Side Assist (les détecteurs d'angle mort), le Travel Assist avec maintien du véhicule au centre de la voie et le régulateur de vitesse adaptatif/prédictif ACC. La finition Selection sera épaulée dans le courant de l'année par une finition Sportline au look plus dynamique, à l'extérieur comme dans l'habitacle.



Les meilleurs logiciels et apps de mixage audio gratuits en 2024

L'ère du DJ numérique est déjà d'actualité. L'arrivée des tables de mixage virtuelles pour PC a transformé l'industrie du secteur. De plus en plus d'établissements et de DJ indépendants troquent leurs régies de mixage pour du matériel plus léger, plus compact et doté de plus de possibilités créatives pour un moindre coût.

Le DJing à l'aide d'un PC ou d'un Mac n'a jamais été tant présent dans le secteur. Le développement des nouveaux outils informatiques dédiés aux DJ et à la scène est en croissance exponentielle. Les tables de mixage virtuelles ont pris le pas sur le matériel traditionnel, à savoir les platines vinyles et CD. Forts d'un prix d'acquisition bien plus accessible pour les possibilités de mixage qu'ils proposent, les logiciels de DJing sont dorénavant omniprésents, même en boîte de nuit.

L'expansion en ce sens du marché du DJing virtuel a fait naître de nombreux logiciels différents. Hormis la question du contrôleur hardware, comment aiguiller son choix au sein de cet océan de choix ? Faut-il jouer la carte de la mobilité avec une application mobile ou plutôt faire le choix d'un logiciel pour ordinateur ? Pour répondre au mieux à cette question, nous avons fait le choix de ne pas tenir compte des contrôleurs hardware et de nous concentrer sur le côté logiciel. Pour cela, la rédaction vous propose ce comparatif basé sur les meilleurs logiciels de mixage audio gratuits.

Les applications de mixage pour ordinateur

VirtualDJ est l'une des références les plus ancrées en matière de logiciel de mixage. Profitant d'une bonne réputation, ce logiciel permet de mixer tant avec le combo clavier/souris qu'avec une surface de contrôle USB externe. Plus accessible pour les amateurs que Mixxx ou Rekordbox en matière de prise en main lorsque l'on n'a jamais touché au mix, VirtualDJ bénéficie de nombreux tutoriels intégrés pour apprendre l'art du mix. On note également une communauté active et développée d'utilisateurs de ce programme, se révélant être une aide précieuse pour les débutants.

Du côté du programme, on retrouve tous les boutons de transport essentiels ainsi qu'une touche de synchronisation dont la présence est plus que bienvenue pour les débutants. À ce sujet, VirtualDJ propose plusieurs vues préconfigurées. Ces dernières permettent à l'utilisateur de déplacer les éléments de sa table de mixage dans le but d'en réduire l'encombrement au regard des fonctionnalités inutilisées. Dans le cas de l'utilisation d'un contrôleur DJ hardware, VirtualDJ intègre un outil de mapping pour personnaliser les touches comme on le souhaite. Le logiciel offre par ailleurs des outils de personnalisation graphique. On pourra appliquer des skins pour modifier l'apparence de l'interface sans pour autant modifier les fonctionnalités.

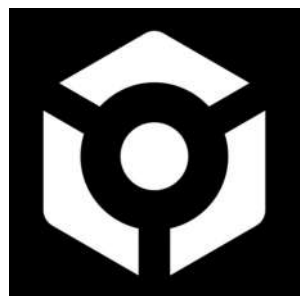
VirtualDJ est disponible gratuitement en fonction de l'utilisation prévue, et ce sur Windows et macOS.

Mixxx

Mixxx est un logiciel de mixage visant à satisfaire les débutants comme les DJ d'un niveau plus avancé. Sa principale particularité réside en son caractère open source. Mixxx dispose d'une communauté active



MIXXX



d'utilisateurs, ce qui lui confère un atout au niveau des améliorations que l'on peut lui apporter. Par cela, on entend notamment la modification des thèmes et de l'agencement de la table de mixage virtuelle. On note également la compatibilité exponentielle avec les derniers contrôleurs DJ hardware puisque les utilisateurs partagent librement leurs mappings entre eux. Pour rappel, le mapping signifie l'attribution des touches d'un contrôleur physique aux fonctions de mixage d'un logiciel.

On apprécie particulièrement la possibilité d'empiler des effets les uns sur les au-

tres dans un même groupe FX. L'interface visuelle du logiciel se veut parfaitement lisible, un point important pour le DJ en mobilité. En revanche, Mixxx ne supporte que 4 decks (platines) simultanément, là où VirtualDJ permet d'en utiliser jusqu'à 99. Concernant les fonctionnalités au cœur même du mixage, Mixxx offre les boutons de transport classiques (play/pause, cue, réglage du BPM, etc.) ainsi qu'une touche pour synchroniser le tempo des pistes audio chargées. Mixxx est disponible sur Windows, macOS et Linux.

Rekordbox

Rekordbox est un logiciel édité par Pioneer, une marque phare du secteur du DJing. Réputée pour ses platines CD qui équipent la majorité des boîtes de nuit et que l'on retrouve très fréquemment sur les scènes des plus grands festivals de musique électronique, Pioneer propose aux DJ de connecter leur équipement grâce à Rekordbox. Bien qu'il soit possible de l'utiliser avec un contrôleur raccordé à l'ordinateur en USB, Rekordbox est le plus souvent configuré sur des platines CD (ou vinyles) en ayant recours à une paire de disques spécifiques à Rekordbox. De la sorte, le DJ peut jouer les pistes de son ordinateur directement sur sa régie sans opérer un changement de CD. La vocation première de Rekordbox consiste en l'analyse de la structure des morceaux. Affiché au format graphique d'une onde sonore, le résultat permet de mieux visualiser le moment opportun auquel effectuer la transition entre deux pistes. Si certaines platines haut de gamme de la marque permettent déjà cette fonctionnalité visuelle, Rekordbox se veut plus précis et plus performant en raison de ses possibilités de traitement dans le Cloud. Les fonctionnalités poussées de ce logiciel de mix côtoient la gestion de la bibliothèque musicale.

En d'autres termes, Rekordbox permet au DJ de conserver son matériel existant tout en profitant des nouvelles technologies liées au mixage. Disponible pour Windows et macOS.

DJuced

DJuced est un logiciel particulier puisqu'il ne fonctionne qu'avec les contrôleurs du fabricant Hercules. Édité pour cette marque, il agit de façon hybride puisqu'il permet tant de mixer que d'apprendre l'art du DJing. À ce titre, il dispose de vidéos intégrées à son interface pour maîtriser les techniques de transition ainsi que d'une aide interactive au survol de ses différents éléments internes. Doté de toutes les fonctionnalités nécessaires et de nombreux modules créatifs pour le DJ d'un niveau intermédiaire, DJuced est également pourvu d'un système d'assistant intelligent. Celui-ci analyse la bibliothèque musicale du DJ et suggère au fur et à mesure des pistes à jouer en fonction d'un algorithme de compatibilité. Au sujet de cette bibliothèque, l'utilisateur pourra importer ses propres musiques qu'il détient en local et sera également à même de connecter des

services de streaming tiers grâce aux intégrations natives.

DJuced est disponible sur Windows et macOS.

Les applications de mixage pour smartphone

Cross DJ

Cross DJ, l'application de mixage par l'éditeur Mixvibes, permet de s'initier à l'art du DJing sur smartphone. L'app propose toutes les fonctionnalités essentielles pour effectuer de beaux mix, dont un bouton de synchronisation. Ce dernier se révèle très pertinent au regard d'une utilisation sur smartphone qui pourrait être pénible et fastidieuse sans lui. Cross DJ se concentre sur les possibilités créatives des transitions.

Pour laisser libre cours à l'imagination du DJ, on retrouve une panoplie de modules et d'outils de mixage. Parmi eux, citons le panneau de création de boucles, les filtres d'effets ou encore l'égaliseur de fréquences indépendant pour chaque deck. On apprécie les efforts fournis pour la gestion de la bibliothèque musicale et la création de playlists. À ce sujet, les pistes audio pourront être importées depuis les principaux services Cloud comme Google Drive, Dropbox ou encore Soundcloud. L'utilisateur bénéficie aussi de la possibilité d'ajouter des pistes en provenance du stockage de son smartphone. Cross DJ est disponible pour les appareils Android et iOS.

YOU DJ

À l'horizon des outils de mixage pour DJ novices et confirmés, YOU DJ se démarque comme une solution des plus accessibles. Conçu par Erik, un développeur passionné de musique, ce logiciel célèbre ses dix ans d'existence en révolutionnant l'univers du DJing. Avec plus de 100 millions de visites uniques, YOU DJ s'est imposé comme l'application de choix pour s'initier à l'art du mixage, offrant une expérience intuitive sur ordinateur comme sur mobile. Sa simplicité d'utilisation est soulignée par une interface épurée et des fonctionnalités automatisées telles que l'AutoBPM et l'AutoSYNC, rendant le mixage accessible à tous, même à ceux qui n'ont jamais touché une table de mixage auparavant.

L'app offre une bibliothèque de démonstration riche de 3000 titres, permettant une immersion instantanée dans le monde de la musique. Les utilisateurs peuvent non seulement mélanger des pistes avec aisance, mais aussi ajouter des effets, créer des boucles et gratter comme de véritables professionnels. Disponible sur une multitude de plateformes, y compris Web, PC, Mac, ChromeOS, Linux, iOS et Android, YOU DJ brille par sa compatibilité transplateforme. Unique en son genre, le logiciel tire parti de la technologie HTML5, offrant une expérience légère et rapide. Cette solution tout-en-un promet de transformer chaque session en un moment unique, démocratisant le mixage pour une nouvelle génération de DJ.

Mots fléchés

On y cultive des légumes		Allongées		Contrat de travail		Poids à jeter		Qui viennent du dehors		Cordia lumineux		Elles sont souvent sondées	
Ennuysaux		Prendraient en main		Affluent du Rhône		Au bout du chemin							
										Héros de Jarry			
										Champ de chaumes			
De la colère pour Steinbeck								Trois fois				Aluminium	
Égaré								Soleil divin					
					Récit de Cékand	Soutien de table							
						Souvent payants							
Glaciers des Pyrénées							Road de soin						
Boisson apéritive							Dépasse les bornes						
								Vaut rien				Complètement	
Erbium				Déesse du mariage	Écorce de chêne			Patrie de Zénon					Éminence chimue
Son symbole chimique est Sn					Latine pleuses			Rounds					
					Beste						Qualité française		
					Prend sa source au Liban						Né de		
Obtempère	Ville du Puy-de-Dôme							Beau coin					
	Langage incohérent							Rivière du Congo					
				Fatigué						Placé chez le notaire			
Révolution													
Bonne adresse					Très coûteuses								
					Données au départ								
				Affluent du Danube			Pronom personnel			Rouet sauvage			
				Prénom anglais			Préfecture du Jard			Lebit de cérémonie			
Symbole chimique de l'argent		Vives									Passon rouge		Sterilisé
		Appauvrissement du sang											
		Rhénium							Singes				
Embelli						Centre dépêche				Poèmes lyriques			
Auteur du Juit errant						Échappée rodume							
				Flueur d'Irlande				Fruit sec					
				Abstra				Panegyrique					
Parassex		Mouche glossine								Basnets		Travaux public	
		Mer formée en Asie										Marché anglais	
					Autour de vous		Région en Allemagne						Il éloigne les démons et vampires
					Dix outre-Manche		Distinction anglaise						
Au milieu de la rue							Réval						
Adiné													
						Parte-tout				Parassex			
Grande cavité							Filet pour envelopper les cheveux						

L'Association d'amitié algéro-chinoise, en coordination avec l'ambassade de Chine en Algérie, a organisé, hier dans le Parc des Grands Vents à Dely Brahim, une opération de plantation de 500 arbustes symbolisant l'amitié et les relations historiques entre les deux pays. A cette occasion, le président de l'Association, Smail Debeche, a précisé que cette opération "s'inscrit dans le cadre des campagnes de reboisement organisées chaque année par l'association", ajoutant que la plantation de ces arbustes, symbolisant "l'amitié et les relations historiques entre les deux pays", visait à "préserver l'environnement" et à "rapprocher l'homme de la nature". L'opération s'inscrit également en droite ligne avec "le programme de l'Association, qui prévoit des opérations de reboisement et plusieurs autres activités telles que l'organisation de forums scientifiques, d'événements culturels et de visites touristiques". De son côté, l'ambassadeur de Chine en Algérie, Li Jian, a souligné "l'importance de cette opération, qui reflète la profondeur de l'amitié et des relations entre les deux pays, tout en contribuant à la préservation de l'environnement".

MATIÈRES PREMIÈRES

L’or et le cacao plus chers que jamais, le cuivre monte

L'or s'est envolé sur la semaine, atteignant un nouveau sommet historique, dopé par les perspectives de baisse de taux imminente aux Etats-Unis, qui augmentent l'attractivité du métal précieux, valeur refuge concurrente du dollar. Le métal jaune a culminé vendredi à un nouveau record, à 2.185,50 dollars l'once. L'or a bondi de plus de 6% rien qu'au mois de mars. Des taux américains plus faibles sont en effet susceptibles de plomber les rendements obligataires américains et le dollar, détournant les investisseurs vers l'or. La hausse des prix de l'or a encore accéléré vendredi après la publication du rapport sur l'emploi américain en février aux Etats-Unis jugé mitigé. Les prix du cacao continuent de battre des records historiques et se sont stabilisés à des niveaux très élevés, poussés par les anticipations d'un déficit d'offre très important. Lundi à New York, le cacao pour livraison en mai a culminé à un nouveau record depuis la création du contrat, à 6.677 dollars la tonne. La Côte d'Ivoire est de loin le premier pays producteur au monde, suivie du Ghana. A eux deux, ils ont fourni près de 60% de la production totale pour la récolte de 2022/23, selon l'Organisation internationale du cacao (ICCO). Le cours du cuivre a monté sur la semaine à la Bourse des métaux de Londres (LME), poussé par la résilience de la demande de Chine, gros pays consommateur de métaux industriels.

ESPAGNE

Légère hausse de la production industrielle en janvier

La production industrielle espagnole a rebondi en janvier, en raison notamment d'une hausse d'activité dans le secteur minier, dans l'industrie agroalimentaire, et dans la fabrication de produits informatiques et électroniques, selon des chiffres officiels publiés vendredi. D'après les données corrigées des variations saisonnières et calendaires de l'INE, la production industrielle a progressé de 0,4% sur un mois, après avoir reculé de 0,6% en décembre. Comparée au mois de janvier 2023, la production industrielle s'affiche cependant en baisse de 0,6%. Ce chiffre est "supérieur de 0,8 point" par rapport à la tendance enregistrée en décembre, précise toutefois l'organisme public. Selon l'INE, la production a bénéficié de bons résultats dans le secteur des industries extractives (+20% sur un an), dans l'industrie alimentaire (+5,9%) et dans la fabrication de produits informatiques et électroniques (+24%). Ces bons chiffres ont compensé une baisse d'activité dans le secteur textile (-4%) et dans la fabrication de machines et équipements (-3%). La production industrielle est surveillée de près en raison de son impact sur la croissance économique, qui a atteint l'an dernier 2,5% en Espagne.

FAO

Recul des prix mondiaux des denrées alimentaires en février

Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont reculé en février, pour le septième mois consécutif, entraînés vers le bas par la dégringolade des cours des céréales causée par des récoltes abondantes en Amérique du Sud et une compétition intense en mer Noire, a indiqué vendredi la FAO. L'indice des prix des denrées alimentaires calculé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui suit la variation des cours internationaux d'un panier de produits de base, s'est replié de 0,7% en février par rapport à janvier. Il s'affiche en baisse de 10,5% sur un an. Principale raison de ce repli: la chute de l'indice des prix des céréales, de 5% par rapport à janvier, de 22% sur un an.

"Les prix à l'exportation du maïs ont connu la plus forte baisse, les prévisions de récoltes abondantes en Argentine et au Brésil, (...)ayant pesé sur le marché", souligne la FAO dans son rapport mensuel. Du côté du blé, la baisse des prix est liée au "rythme soutenu des exportations de la Russie", ajoute l'organisation, précisant que les prix de l'orge, du sorgho et du riz ont aussi fléchi. L'indice des prix des huiles végétales a de son côté reculé de 1,3%, avec un repli marqué des cours de l'huile de soja dans la perspective de récoltes abondantes en Amérique du Sud. Du côté des augmentations de prix, l'indice sur la viande est reparti à la hausse (+1,8%) après sept mois consécutifs de baisse. Les prix de la

volaille ont été tirés vers le haut par un regain de demande depuis plusieurs grands pays importateurs, tandis que ceux du bœuf ont grimpé en raison d'une offre moindre en Australie, où de fortes pluies ont perturbé le transport des bestiaux. Les prix du sucre ont aussi grimpé, de 3,8%, entraînés par "les inquiétudes persistantes concernant les perspectives de la prochaine récolte au Brésil, à la suite d'une période prolongée de précipitations inférieures à la moyenne" ainsi que par des prévisions faisant état d'une baisse probable de la production en Thaïlande et en Inde", gros pays exportateurs, explique la FAO.

R E.

ALGER

Réception de deux cliniques mobiles offertes par la Fondation Eni

Le ministère de la Santé a reçu, jeudi à Alger, deux cliniques mobiles destinées à assurer divers types de soins et de diagnostics, offertes au ministère par la Fondation Eni, relevant de la compagnie énergétique éponyme italienne. Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé la cérémonie de réception de ces deux cliniques, en présence du professeur Kamel Sanhadji, président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS). Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'accord de partenariat déjà signé entre Eni et le ministère de la Santé et portant sur la concrétisation de projets destinés à la prise en charge et la promotion de la santé infantile et maternelle

au niveau des établissements publics de santé dans les wilayas du sud et des Hauts-plateaux. A cette occasion, M. Saihi a tenu à mettre en avant « l'excellence des relations historiques entre l'Algérie et l'Italie qui ont été impulsées de façon positive par la dernière visite de la Première ministre italienne en Algérie Georgia Meloni ». La réception par le ministère de ces deux unités mobiles de soins, qui seront destinées aux services de santé de proximité dans les wilayas du sud et des Hauts-plateaux, constitue « un jalon dans l'édifice d'une coopération algéro-italienne diversifiée », a ajouté le ministre. Il s'agit aussi, a noté M. Saihi, d'un pas qui intervient en droite

ligne de la politique du ministère pour la promotion de la santé de proximité, pour laquelle l'Etat a consacré tous les moyens nécessaires, notamment dans la prise en charge de maladies tels que le diabète, le cancer, l'obésité, de même que les actions de prévention. Pour sa part, le prési-

dent de la fondation Eni, Domenico Giani, a affirmé que les actions en Algérie de cet établissement, créé en 2006, sont appelées « à durer dans le temps », relevant qu'elles constituent des initiatives à même de renforcer « l'amitié historique entre l'Algérie et l'Italie ».

M'SILA

Secousse tellurique de magnitude 4,3 degrés

Une secousse tellurique de magnitude 4,3 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée samedi à 14h54 dans la wilaya de M'sila, indique le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 13 km au sud-ouest de Ain Errich, précise la même source.

TECHNOPÔLE CONSTANTINE HILL

Journée de formation au profit des propriétaires de startups innovantes

Plus de 140 propriétaires de startups innovantes ont bénéficié jeudi à Constantine d'une formation à l'accès au financement du Fonds algérien des startups, a indiqué Widad Salhi, responsable du Technopôle Constantine hill, situé à l'université Salah Boubnider (Constaine 3). La tenue de ces formations est de nature à assurer le développement et la pérennité de ces startups, a indiqué à l'APS la même responsable en marge d'une rencontre

régionale des porteurs de projets innovants et diplômés dans le cadre de l'arrêté ministériel 1275 diplôme-startups et brevet d'innovation, organisée par la commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires en coordination avec Technopôle Constantine hill et les universités Constantine-3 et Constantine-2. Cette rencontre qui regroupe les diplômés des universités de l'Est vise à les

former à l'inscription sur la plateforme numérique du Fonds algérien des startups et les modalités d'élaboration de l'étude technico-économique de leurs projets pour accéder au financement du fonds. Cette formation leur facilitera l'inscription et la formulation d'une manière correcte de la demande de financement auprès du fonds ou toute autre institution financière, a ajouté Mme Salhi.

